

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1928.

PROJET DE LOI APPROUVANT L'ACCORD COMMERCIAL
CONCLU A PARIS LE 23 FÉVRIER 1928
ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET LA FRANCE ⁽¹⁾

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽²⁾, PAR M. DE GÉRADON.

MESSIEURS,

Avant la guerre, la politique commerciale belge semblait fort simple, mais cette simplicité théorique engendrait beaucoup de difficultés.

Nos conventions commerciales étaient basées sur le traitement général et inconditionnel de la Nation la plus favorisée. Seuls faisaient exception nos

(1) Projet de loi, n° 124.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Brunet, était composée :

a) Des membres de la Commission des Affaires Étrangères : MM. Brunet, président, Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Cocq, de Kerchove d'Exaerde, Destrée, Devèze, Eekelers, Fischer, Hubin, Neujean, Piérard, Pouillet, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troolet, Van Cauwelaert, Vandervelde (Émile), Verachtert et Winandy.

b) Des membres de la Commission des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Hallet, président, Pussemier, vice-président, Carlier et David, secrétaires, Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyt, De Bruyne (Auguste), Debunne, Déjardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) et Wauwermans.

c) Des membres de la Commission du Commerce et des Questions économiques : MM. Tibbaut, président; Boeckx, Bologne, Briart, Clynmans, Debunne, de Gérardon, Delvigne, Gendebien, Gris, Herbert, Joris, Lepage, Libbrecht, Lombard, Van Ackere (F.), Vanden Broeck, Vanden Eyden (Oscar), Vandeveldt (Joseph), Van Schuylenbergh, Van Walleghem et Wauters.

d) De trois délégués de la Commission de l'Agriculture : MM. Amelot, Colleaux et Van den Eynde (J.).

e) Des membres désignés par les Sections : MM. Huysmans, Van de Vyvere, Masson, Fischer, Raemdonck et Carton.

accords avec le Canada et le Portugal, où ce traitement avait une portée limitée, et notre Traité de 1873 avec les États-Unis, où il était soumis à la condition de réciprocité.

Ce principe directeur de notre politique commerciale n'excluait pas l'octroi de droits conventionnels; mais notre tarif, qui ne comprenait que 70 articles, se prêtait fort mal à ces négociations tarifaires. En effet, ses rubriques trop larges rendaient difficile l'octroi de concessions et, par voie de conséquence, ne nous permettaient guère d'espérer des concessions importantes sur les tarifs étrangers.

Après la guerre, la géographie politique de l'Europe se trouvant modifiée, un des premiers soucis du Gouvernement belge, qui, à partir du 6 mars 1922 agissait au nom de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, fut de régler les relations économiques avec les nouveaux États qui venaient de se constituer. C'est ainsi que furent conclus les accords du 30 décembre 1922 avec la Pologne, des 9 décembre 1924 et 16 septembre 1925 avec la Finlande, du 7 juillet 1925 avec la Lettonie, du 28 septembre 1927 avec l'Estonie, du 28 décembre 1925 avec la Tchécoslovaquie. En outre, des conventions ont été passées avec la Roumanie le 20 avril 1922, avec l'Autriche le 14 décembre 1923, avec le Japon le 27 juin 1924, le Canada le 3 juillet 1924, la Hongrie le 30 septembre 1924, le Guatemala le 7 novembre 1924, l'Allemagne le 4 avril 1925, l'Espagne le 26 octobre 1925, la Bulgarie le 8 février 1926, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le 16 décembre 1926, la Turquie le 28 août 1927. Enfin, des négociations sont en cours avec divers États.

Avec la France, nous vivons sous le régime déterminé par l'échange de déclarations du 30 janvier 1892, modifié par les *modus vivendi* du 24 octobre 1924 et du 4 avril 1925, complétés eux-mêmes par l'avenant du 10 avril 1926.

Ce régime, qui ne règle qu'une faible part des échanges entre les deux pays, est pour ce motif insuffisant.

Les Gouvernements français, belge et luxembourgeois ont depuis longtemps reconnu la nécessité de le remplacer par un statut plus large, comportant plus de garanties de stabilité. Les négociations engagées à cette fin au mois d'octobre 1927 aboutirent à l'accord signé le 23 février dernier qui, comme le régime auquel il se substitue, est fondé sur le traitement de la nation la plus favorisée.

La question du traitement de la nation la plus favorisée a été examinée en 1927 par la Commission nationale de la production industrielle, qui, groupant les représentants de tous les grands intérêts du pays, était chargée notamment « d'établir quelques principes pour que le Gouvernement, aux prises avec les exigences des négociations étrangères, puisse préciser sa politique en matière de tarifs douaniers et de traités de commerce ».

Voici le passage du rapport final, ainsi que la résolution et le vœu émis relativement à cette question :

« La Belgique doit demeurer fidèle à la politique du traitement de la nation la plus favorisée. Cette politique se recommande parce qu'elle correspond aux conditions essentielles de l'économie nationale. Le pays doit exporter une grande partie de sa production dans le monde entier où il est en compétition avec les autres états industriels, et ce qui importe donc avant tout, c'est de pouvoir lutter à conditions égales avec ses concurrents. La clause de la nation la plus favorisée lui donne cette garantie. La politique d'exacte réciprocité qui paraît à première vue logique et équitable est, impraticable.

Un régime préférentiel à l'égard d'un pays quelconque rendrait particulièrement délicate la situation de la Belgique vis-à-vis des autres nations.

La politique du traitement de la nation la plus favorisée n'exclut pas des accords comprenant des réductions tarifaires. »

Voici la 33^e résolution :

« Considérant que la Belgique doit exporter une grande partie de sa production en compétition avec les autres pays industriels et qu'à cet effet elle doit être en état de lutter sur les marchés extérieurs, à conditions égales avec ses concurrents étrangers ;

» Considérant que la politique de la clause générale de la nation la plus favorisée est propre à lui fournir cette garantie indispensable, tandis que toute politique de réciprocité ou d'accord préférentiel, en la lui faisant perdre, apporterait un trouble profond dans ses relations commerciales ;

» Considérant que cette politique n'exclut nullement l'établissement de tarifs conventionnels, mais que ceux-ci en apportant des facilités spéciales à notre commerce d'exportation, en sont les compléments naturels ;

» La Commission émet le vœu :

» Que la Belgique demeure fidèle à la politique générale de la nation la plus favorisée, sans préjudice toutefois des mesures exceptionnelles qu'il y aurait lieu de prendre conformément aux dispositions de la loi douanière, à l'égard des États qui, par d'injustes discriminations ou un protectionnisme excessif, mettraient en péril notre commerce d'exportation ;

» Que dans chaque cas où le permettrait l'état des échanges, le Gouvernement poursuive dans les négociations commerciales l'établissement de tarifs conventionnels ».

Fidèle à la politique tracée dans les lignes qui précèdent, le Gouvernement a conclu son nouvel accord commercial avec la France sur la base du traitement de la nation la plus favorisée.

C'est surtout à l'occasion du règlement de nos échanges avec la France que l'on a recommandé, comme formule d'accord, un arrangement comportant, de part et d'autre, des droits préférentiels. Les inconvénients de principe d'une pareille formule — qui nous obligerait à remettre en question tous nos Traités de commerce et ainsi le statut de nos relations commerciales avec tous les pays étrangers — ont été mis en lumière dans la citation ci-dessus. Ces inconvénients seraient particulièrement graves dans le cas d'un accord avec la France. En effet, parmi les produits pour lesquels la France demanderait le bénéfice d'un régime préférentiel figureraient, sans doute possible, les vins et les soieries. Une concession préférentielle faite à la France sur les vins nous entraînerait immédiatement à des difficultés très graves avec l'Espagne et avec l'Italie. A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler que l'Espagne a toujours mis comme condition *sine qua non* d'un arrangement commercial avec la Belgique, l'égalité de traitement de ses vins avec les vins français.

Tout porte à croire également qu'un droit préférentiel accordé à la France pour les soies susciterait des mesures de rétorsion de la part des autres pays intéressés tels que la Suisse et l'Italie.

*
* *
*

Venons-en maintenant à l'appréciation de l'accord commercial en lui-même.

L'Exposé des motifs explique que si cet accord « ne répond point entièrement aux espérances que certains ont pu concevoir, du moins il constitue un régime conventionnel qui à tous égards est préférable à une rupture des relations commerciales. Le règlement de nos rapports économiques avec la France a toujours été extrêmement laborieux. Depuis 1881 nous n'avons plus eu avec ce pays d'accord aussi large que celui qui vous est soumis. S'il reçoit votre approbation, on peut espérer qu'il mettra fin aux troubles incessants dont nos échanges avec la France ont souffert depuis de nombreuses années et qu'il instaurera une période de stabilité ».

Le préambule de l'accord commercial contient une phrase bien caractéristique. D'un côté l'Union économique, de l'autre, la France, se déclarent « désireuses de maintenir et de développer *dans la mesure du possible* leurs courants commerciaux. » *Dans la mesure du possible*, c'est tout le traité.

Les politiques commerciales opposées au deux Parties excluaient l'établissement d'un régime susceptible de donner pleine satisfaction à la fois à l'une et à l'autre. Malgré le désir des Parties de conclure un accord embrassant la plus grande part de leurs relations économiques, cette différence de système n'a permis et ne pouvait d'ailleurs permettre qu'un règlement limité.

Mais, dira-t-on, était-il vraiment indispensable de conclure un arrangement destiné à ne nous satisfaire que partiellement? Dans quelle situation nous fussions-nous trouvés au cas où il n'aurait pas été signé?

Il est douteux, qu'une rupture des relations nous eût mis dans des conditions meilleures pour négocier. La Suisse, a estimé que l'accord du 21 janvier dernier, bien qu'il ne lui donnât pas entière satisfaction, valait tout de même mieux que la rupture.

Le tableau suivant, qui indique les échanges entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France, permettra à la Chambre d'apprécier les risques d'une rupture éventuelle.

TABLEAU DES ÉCHANGES ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE

1° Statistiques belges.

Années.	Importations françaises en Belgique ou dans l'Union. (Valeurs : 1,000 francs.)	Exportations de l'Union vers la France. (Valeurs : 1,000 francs.)
	Importations en Belgique.	Exportations de la Belgique.
1913	1,000,297	762,187
1920	2,317,974	2,526,836
1921	1,784,539	1,638,760
1922 (janv.-mai)	606,468	416,076
	Importations dans l'Union.	Exportations de l'Union.
1922 (mai-déc.)	1,347,154	1,114,029
1923	2,865,609	2,018,886
1924	3,790,691	2,195,793
1925	3,726,527	2,154,066
1926	4,904,283	2,831,769
1927	5,922,645	3,066,881

2° Statistiques françaises.

	Importations de la Belgique.	Exportations en Belgique.
1913	566,277	1,108,499
1920	3,325,484	4,478,937
1921	1,732,495	3,249,907
1922	1,796,493	4,015,454
	Importations de l'Union.	Exportations dans l'Union.
1923	2,533,478	5,721,076
1924	2,734,367	7,222,386
1925	3,096,048	7,601,232
1926	4,462,523	9,406,061
1927	3,735,689	7,572,436

Bien entendu, Messieurs, votre Commission ne vous donne ces chiffres que comme éléments d'appréciation et non de comptabilité.

Ces deux statistiques ne concordent pas.

Ainsi, d'après la statistique de l'Union belgo-luxembourgeoise, celle-ci aurait reçu de France, en 1927, pour 5 milliards 922 millions de marchandises, et n'aurait fourni à la France seulement pour 3 milliards 66 millions, tandis que, d'après la statistique française, nous aurions acheté pour 7 milliards 572 millions et vendu seulement pour 3 milliards 735 millions; mais ce qui semble encore plus singulier, c'est que depuis un an, selon la statistique française, nos impor-

tations dans ce pays seraient tombées de 4 milliards 462 millions à 3 milliards 735 millions, alors que la statistique belge enregistre une augmentation d'exportation, vers la France, de 2 milliards 831 millions en 1926 à 3 milliards 66 millions en 1927.

Ces écarts s'expliquent en partie par la différence des méthodes employées pour l'établissement des calculs. Toutefois, il est indéniable que la balance de nos échanges avec la France penche fortement en notre défaveur. Certains, arguant de ce déséquilibre, pourraient peut-être prétendre qu'une rupture économique avec la France nous lèserait moins que notre voisine et nous mettrait en conséquence dans une situation plus favorable pour négocier ultérieurement.

Ne valait-il pas mieux négocier et se résigner de part et d'autre à une demi-satisfaction puisque, aussi bien, ce qui nous sépare, ce n'est pas la volonté des hommes, mais la nature des choses et la différence des systèmes. Quand il en est ainsi, on réalise « dans la mesure du possible » un accord acceptable.

Il y a lieu de féliciter le Gouvernement belge d'avoir voulu s'entourer de toutes les garanties et de tous les renseignements utiles en consultant les intéressés belges.

C'était le moyen de s'éclairer soi-même et de mettre les industriels en face de difficultés de la négociation.

Dès le dépôt sur le bureau des Chambres du projet de nouveau tarif français, soit dès le mois de mars 1927, une consultation générale fut faite de tous les organismes économiques, tels que groupements industriels et chambres de commerce. De même furent consultés les industriels n'appartenant à aucun groupement, mais s'intéressant à l'exportation vers la France. Les groupements agricoles furent interrogés directement par le Ministère de l'Agriculture, qui eut d'ailleurs des experts spéciaux au sein de la délégation. Les résultats de cette enquête permirent de se rendre compte des desiderata généraux de notre industrie et de dresser un cahier de revendications qui servit de base aux négociations qui eurent lieu à Paris au cours du printemps passé.

Ces négociations furent interrompues au mois de juin. Elles reprirent en octobre dernier, non plus cette fois sur la base du projet du nouveau tarif, mais sur le régime inscrit dans l'accord franco-allemand du 17 août. Les groupements et industriels intéressés reprirent spontanément le contact avec le Ministère des Affaires Étrangères, pour mettre au point leurs premiers desiderata.

Le contact avec les groupements industriels fut gardé tout le long des pourparlers. Le monde des affaires a été consulté non seulement en ce qui concerne les revendications à faire sur le tarif français, mais également pour l'examen des demandes françaises sur notre propre tarif. Dans certains cas même, les industriels furent associés plus intimement encore aux négociations. Pour plusieurs industries, en effet, des entrevues furent organisées entre industriels des deux pays. Les produits pour lesquels de pareilles entrevues eurent lieu sont :

Produits chimiques : acide sulfurique, sulfure de carbone, chlorure de baryum, acide arsénieux, chromates et bichromates de soude et de potasse, acide phosphorique et phosphate d'ammoniaque, lithopone.

Produits de la construction mécanique : locomotives, moteurs à gaz, machines pour l'industrie textile, automobiles, articles de robinetterie.

Produits textiles : Fils et tissus de laine, fils de jute, bonneterie de laine, dentelles et tulles, etc...

Papiers : Papier photographique, papiers sulfurisés.

Matériaux de construction : zinc et ciment.

Bandages en caoutchouc.

Quant aux revendications agricoles, elles furent soutenues directement par l'expert désigné à cet effet, M. le sénateur Mullie, et les fonctionnaires compétents du Ministère de l'Agriculture.

Les entrevues dont il est question ci-dessus eurent des résultats divers. Un certain nombre d'entre elles aboutirent à des accords, qui furent entérinés, et le cas échéant, furent incorporés dans la Convention. Certaines de ces ententes comportent des consolidations ou des réductions de droits sur l'un des deux tarifs ou même sur les deux.

Les ententes ayant abouti à une réduction sur le tarif français seulement, ont pour objet la *robinetterie de cuivre* et le *papier sulfurisé*.

L'entente sur les *tissus de soie naturelle* ne porte que sur le tarif belge seulement.

Enfin, les ententes relatives aux *rubans* et aux *fils de laine*, à la *bonneterie*, aux *dentelles et tulles*, aux *automobiles* et aux *pneumatiques* sont réciproques et intéressent l'un et l'autre tarif.

Un certain nombre d'ententes ont un caractère privé et ont pour objet le partage des marchés, les conditions de vente, etc. A cet ordre appartiennent les ententes conclues relativement au zinc brut, au ciment, à l'acide sulfurique et au sulfure de carbone.

Au moment où la négociation entra dans une phase décisive, les Administrations compétentes prirent soin de consulter à nouveau les principaux organismes intéressés. C'est ainsi, par exemple, qu'ils reprirent le contact avec la Fédération des Constructeurs, l'Union des Fabricants d'armes de Liège, etc. Ce fut, d'après ces consultations, que furent établies les propositions définitives de l'Union.

Votre Commission spéciale, Messieurs, a voulu rechercher quelles sont les branches de notre production qui, malgré les efforts de nos négociateurs auxquels elle rend un hommage mérité, demeureront sur le marché français dans une situation moins bonne que celle qu'elles avaient avant l'Accord franco-allemand.

Elle tient à ce que le Parlement les connaisse. Elle lui communiquera de même une analyse détaillée, faite par le Ministre des Affaires Étrangères, sur des consolidations ou réductions de droits qu'il a obtenus. La Chambre appréciera le pour et le contre.

Les principales branches de notre industrie dont le régime a été modifié dans l'accord franco-allemand, sont : l'industrie des matériaux de construction (briques, tuiles, chaux, etc.), l'industrie chimique, l'industrie des cuirs, l'industrie du papier, la construction mécanique, les articles de verre.

Dans la plupart des cas, la modification a eu pour effet d'aggraver les droits. Il n'y a eu d'exception que pour certains produits tels que les glaces, la céruse, le sulfate de fer, le papier photographique, les machines à sécher et à carboniser, les appareils de hauts-fourneaux, d'aciéries et de laminoirs, pour lesquels le droit inscrit dans l'accord franco-allemand est ou égal ou inférieur à celui qui existait précédemment. En outre, l'accord franco-allemand n'a pas touché à la totalité des produits des industries énumérées ci-dessus. Un certain nombre

d'entre eux qui intéressent grandement notre exportation sont restés en dehors de l'accord. Il s'agit notamment des ouvrages en fonte moulée et en fonte trempée, des appareils de chauffage, des appareils de construction métallique en fer et acier, des ferrures de voitures, des câbles et chaînes, de certains ouvrages de boulonnerie, des tubes en fer et en acier, des articles de ménage, des automobiles et des armes. Pour ces marchandises, le régime résultant de l'accord franco-allemand ne sera pas moins favorable que celui existant avant le 6 septembre 1927; il sera même dans certains cas meilleur en raison des réductions obtenues. Pour les armes, les cuvelages de mines et la fonte de bâtiment, par exemple, la Belgique a obtenu une amélioration de traitement très substantielle.

Malgré les atténuations qui viennent d'être indiquées, il faut néanmoins reconnaître que le régime d'ensemble des industries touchées par l'accord franco-allemand restera aggravé par rapport à celui existant avant le 6 septembre 1927. Nonobstant tous les efforts des négociateurs, il n'a été possible d'améliorer la situation antérieure ou d'en revenir au statu quo ante que pour quelques produits parmi lesquels on peut citer les chaudières à foyer intérieur, les lisses, rôtis et ferrures et leurs pièces détachées, les charrues doubles dites Brabant, le papier sulfurisé et certains articles de bonneterie de laine.

Étant donnée la grande complication que ce travail comporterait, et, d'autre part, le manque de données suffisamment détaillées et récentes, il n'est pas possible d'évaluer d'une manière exacte le trafic des produits pour lesquels notre situation sur le marché français serait moins bonne qu'avant l'accord franco-allemand.

Dans une note jointe au présent rapport (annexe A) nous passons en revue les différentes branches de la production belge, en indiquant de quelle manière chacune est affectée par l'accord.

*
* *

Nous croyons utile de soumettre à la Chambre quelques explications sur plusieurs des 23 articles de la Convention et du protocole de signature qui les complète.

L'article 1^{er} contient la clause générale de la nation la plus favorisée.

Les articles 2 et 3, sont précisés par le protocole de signature (pages 17 et 18).

L'article 5 a attiré l'attention toute spéciale de votre commission. Chacun des contractants a négocié en prenant pour base ses tarifs mutuels tels qu'ils sont appliqués et ceux qu'ils projettent et qu'ils se sont communiqués.

Sur certains produits énumérés dans les listes A et B, ils ont fait des accords conventionnels, accords qui les lient (sauf l'exception du protocole de signature pour les automobiles et les bandages); mais ils se sont réservés leur liberté tarifaire pour tout le reste, sauf faculté de résiliation en cas de majoration.

Les négociations sur le tarif belge ont été basées non sur les droits et coefficients en vigueur actuellement, mais sur les coefficients inscrits dans un projet d'ajustement qui fut remis au Gouvernement français au mois de mai 1927. Ce projet d'ajustement est déposé au Greffe de la Chambre.

Ce projet qui ne s'inspirait pas, en principe, des nécessités de la négociation, avec la France, tirait sa raison d'être de l'obligation où se trouve le Gouvernement d'ajuster aux variations de la valeur des produits les coefficients appliqués aux droits spécifiques. On sait, en effet, que le coefficient de majoration est destiné à maintenir aux droits une incidence constante. Les coefficients actuels datant de

1926, et de nombreuses variations de valeurs s'étant produites depuis cette époque, il était nécessaire de reviser les coefficients.

Les droits inscrits dans le document remis au Gouvernement français constituent un plafond maximum. Dans les circonstances actuelles il n'est pas à prévoir, à la réserve de quelques cas d'espèce, qu'il soit nécessaire d'envisager l'établissement de coefficients plus élevés.

Le principal intérêt de l'article 5 se trouve dans le recours qu'il nous donne contre les relèvements du tarif douanier français. Il ne faut pas perdre de vue en effet que la France n'a pas encore achevé sa revision douanière. La liste B de l'accord franco-allemand et l'additif ne constituent qu'une partie seulement de son nouveau tarif douanier. Le Gouvernement français, dans l'exposé des motifs du projet de loi concernant l'additif, a dit en termes exprès, qu'il appartenait au Parlement de faire aboutir avant l'échéance prévue par l'accord franco-allemand, *l'ensemble* de la réforme douanière. Sans l'article 5, nous eussions été sans recours contre les relèvements de droits intéressant les produits non consolidés par l'accord du 23 février.

L'article 6 de notre Accord avec la France indique le régime de droit commun en matière de perception des droits *ad valorem*. Cet article est unilatéral et ne concerne que l'importation en France. Le régime en question est amendé par la disposition y relative du Protocole de signature.

Si l'article 6 et le Protocole y relatif n'avaient pas été inscrits dans notre Convention, nous aurions été soumis au régime commun sans les tempéraments qu'apporte le Protocole, tempéraments qui ne tombent pas sous l'application du traitement de la nation la plus favorisée.

L'article 9 de l'Accord prévoit en faveur des deux Parties l'octroi de droits réduits dans la limite de contingents. La plupart de ces contingents ont été accordés en raison des courants commerciaux existant avant guerre entre le Grand Duché de Luxembourg et l'Alsace-Lorraine. Du côté de l'Union, ces contingents s'appliquent seulement au Luxembourg et, du côté de la France, aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Toutefois, pour faciliter la reconstitution du cheptel détruit pendant les hostilités, la Belgique a également obtenu de pouvoir importer au bénéfice d'un droit réduit, un contingent annuel de 5200 têtes de chevaux de races brabançonne, flamande ou ardennaise, ou produits par le croisement de ces races entre elles.

Voici le régime douanier actuellement applicable à l'entrée en France à ces contingents :

Chevaux :

Chevaux entiers, hongres et juments :

			Coefficient.	
a)	de 5 ans et plus	par tête, 150	$\times 1,7 =$	225 francs.
b)	de moins de 5 ans	par tête, 100	$\times 1,7 =$	170 francs.

Bétail :

N° du tarif.			Droit de taxe.	Coefficient.	Droit total.
5	Vaches laitières	100 kilogrammes	20 »	1,7	34 »
		(poids vif)			
13	Cochons de lait	par tête	2 25	1,7	3 83
12	Porcs	100 kilogrammes	15 »	1,7	23 50
		(poids vif)			

L'article 10 tient compte, comme l'article 9, des mêmes courants commerciaux qui existaient entre le Grand-Duché du Luxembourg et l'Alsace Lorraine du temps du Zollverein et seront bien accueillis par nos alliés économiques luxembourgeois. Votre Commission, Messieurs, a constaté avec une satisfaction unanime les avantages appréciables que vont procurer ces articles à nos amis et a chargé son rapporteur d'être l'heureux interprète de cette satisfaction.

Les articles 11 à 17 établissent la réciprocité des échanges (tarifs douaniers à part, bien entendu) des taxes intérieures et l'égalité des produits nationaux avec ceux de l'autre Partie contractante. Les articles 12, 16 et 17 sont complétés et précisés par le protocole de signature (pages 19, 20, 21).

L'article 21 rappelle la loi votée le 18 avril 1927 sur les certificats d'origine des vins et spiritueux. Il ne s'applique qu'aux produits vinicoles, mais *in fine* envisage l'étude de son extension à d'autres produits, étude dont la réalisation est envisagée par le protocole (ad. art. 21, p. 21).

L'article 22 est relatif aux certificats d'origine.

. * .

Plusieurs membres de la Commission en donnant leur approbation à l'Accord ne partagent pas la confiance du rapporteur dans l'efficacité des ententes établies directement entre industriels français et industriels belges, ententes comportant au profit de ceux-ci des ristournes de droits ou certains avantages.

Ces ententes ont été conclues pour la durée de l'Accord commercial.

Elles ont déterminé nos négociateurs à ne demander à la France aucune concession en ce qui concerne les produits faisant l'objet de ces ententes.

Ces membres estiment que semblable pratique n'est pas sans danger.

Elle peut aboutir à un véritable privilège au profit d'un nombre limité d'industriels et par là — même nuire gravement à l'intérêt des consommateurs.

Des membres ont demandé qu'il fût acté dans notre rapport que l'adhésion donnée à l'Accord — et par conséquent à l'article 5 de la Convention — n'implique en rien l'approbation du projet d'ajustement des droits qui a été communiqué au Gouvernement français au cours des négociations.

. * .

La Commission a été saisie de certaines pétitions relatives à l'industrie textile.

Elles les a communiquées au Gouvernement qui lui a fait parvenir la note publiée en annexe au rapport. (Annexe II.)

. * .

Comme vous le voyez, Messieurs, cette Convention commerciale ne donne satisfaction complète ni au protectionnisme français, ni à la tendance libre échangiste de l'Union économique. Elle est le résultat de concessions réciproques. De part et d'autre il y avait la préoccupation d'aboutir, chez les négociateurs français autant que chez les délégués de l'Union Belgo-Luxembourgeoise.

* .

Des membres déclarent qu'ils ne se rallient pas aux conditions trop optimistes du rapport. Le traité proposé ne peut être admis, à leur avis, qu'à titre d'expérience. Si la balance commerciale entre les deux pays ne se rapproche pas sensiblement de l'équilibre au bout d'un exercice, il serait du devoir du Gouvernement, d'après ces membres, de dénoncer le traité, ce qui n'aurait aucun caractère discourtois et tendrait uniquement à ouvrir des négociations sur de nouvelles bases.

* .

Le rapporteur a eu la préoccupation de faire un exposé objectif; il note cet avis, comme il a signalé les aspects plus favorable de la situation. Il enregistre comme conclusion de ce rapport la décision de la Commission de demander à la Chambre d'approuver le Traité.

La tâche des négociateurs de l'Union belgo-luxembourgeois fut ardue.

La Commission a tenu à rendre hommage à leur travail dévoué, à leur compétence et à leur souci de ne point sacrifier, dans la mesure du possible, l'ensemble des intérêts de l'Union économique.

Le Rapporteur,
J. DE GÉRADON.

Le Président,
EM. BRUNET.

ANNEXE I

Produits agricoles.

D'une manière générale, le régime des produits agricoles n'a pas été affecté par l'accord franco-allemand. En revanche, l'additif prévoit des relèvements pour la plupart de ces produits. D'une façon générale, les droits projetés sont les droits d'avant-guerre valorisés au coefficient 5. Il y a exception toutefois pour les cossettes de chicorée, produit intéressant particulièrement notre exportation et pour lequel le coefficient d'augmentation, par rapport à l'avant-guerre, du droit proposé par le Gouvernement était de 10.

Les principaux résultats obtenus sont les suivants :

Pour les *chevaux*, nous maintenons le bénéfice du contingent, à droits réduits, qui nous avait été accordé par les accords de 1925 et de 1926 ;

Pour la *chicorée witloof*, nous maintenons le régime actuel ;

Pour les *racines de chicorée*, le droit proposé, qui était de 30 francs, a été réduit à 17 francs ;

Pour les *plantes vivantes*, il y a une réduction de 10 francs sur le droit de l'additif, pour les *plantes vivantes de serre chaude* et les *plantes vivantes de serre froide*, ainsi que pour les *plantes vivantes de pépinières en motte* ;

Pour les *conserves de légumes*, le droit de base a été majoré mais la taxation se fera dorénavant au net au lieu de se faire au brut.

De son côté, la France a obtenu pour les principales *primeurs* qu'elle exporte chez nous, la consolidation de droits ajustés qui, dans l'ensemble, sont supérieurs aux droits actuels de 15 à 100 %.

Enfin pour les conserves de légumes nous avons légèrement réduit le droit actuel sur les conserves de champignons et consolidé le droit actuel sur les autres conserves.

Matériaux de construction, pierres et terres, produits réfractaires.

Avant le 6 septembre 1927, c'est-à-dire avant la mise en application du traité franco-allemand, les *matériaux de construction* ne payaient, en général, à l'entrée en France que les droits d'avant-guerre, sans autre coefficient que le coefficient 1,7 résultant de l'application des deux majorations forfaitaires décrétées en 1926. Par l'accord franco-allemand, les droits de la plupart de ces produits furent relevés. Dans un grand nombre de cas (comme pour la chaux, le ciment, les briques, les tuiles), les nouveaux taux n'étaient que ceux d'avant-guerre ajustés à la dépréciation du franc. Dans d'autres, comme dans celui des pierres moulurées et des monuments funéraires en écaussine, les nouveaux droits allaient bien au delà de la valorisation des droits d'avant-guerre. Un certain nombre de

produits, tels que les pierres en écaussine sciées, les pavés, les pierres concassées et les carreaux de revêtement en grès, n'avaient pas été affectés par l'accord. Mais pour eux subsistait la menace de voir mettre en vigueur les droits du projet de nouveau tarif, lesquels comportaient une aggravation considérable. L'additif reprit en partie ces majorations, notamment pour les carreaux cuits en grès et les pavés.

Pour les produits dont les droits avaient été relevés dans l'accord franco-allemand, ainsi que pour ceux inscrits dans l'additif, nous avons obtenu des abattements de l'ordre de 20 %. Dans l'ensemble, le taux or de ces nouveaux droits est inférieur à celui d'avant guerre. Pour les pavés, la concession obtenue est de l'ordre de 30 %. La réduction faite sur la chaux est complétée par une amélioration du régime d'entrée des sacs. Ceux-ci, au lieu de payer les droits des tissus de jute, pourront être admis dorénavant en franchise temporaire, de même d'ailleurs que les sacs emballant le ciment et le plâtre.

Pour les produits qui ne sont repris ni à l'accord franco-allemand ni à l'additif, et notamment pour les pierres d'écaussine sciées et les pierres à macadam, nous avons obtenu la consolidation des droits actuels, ce qui écarte pour eux la menace du projet de nouveau tarif.

Pour le ciment, nous n'avons pas présenté de revendication, les producteurs belges et français ayant conclu un accord privé sur la base du nouveau droit français.

La *dolomie calcinée* fait l'objet d'un grand trafic d'exportation vers la France. Ce produit, jusqu'à présent, est exempt de droit. Le projet de nouveau tarif, puis tout récemment l'additif, proposaient l'établissement de droits pour cette marchandise lorsqu'elle est frittée ou préparée. Nos efforts ont abouti à obtenir pour la dolomie frittée en roche une réduction de 50 % des droits de l'additif.

Le régime prévu par le projet de nouveau tarif en ce qui concerne les *produits réfractaires* aggravait dans de très fortes proportions le régime actuel. L'additif relevait les droits actuels dans une mesure beaucoup plus modérée. Il maintenait, d'autre part, la nomenclature actuelle. Le nouveau droit sur les briques est, dans l'ensemble, supportable. Nous nous sommes efforcés d'obtenir un dégrèvement des droits proposés pour certaines pièces creuses, qui constituent une spécialité de notre exportation. Pour ces articles, le droit actuel ne sera que très faiblement majoré.

La France n'a demandé, en ce qui concerne les catégories de produits que nous venons de voir, que la consolidation de l'exemption existant actuellement dans notre tarif pour les pierres de construction brutes.

Produits chimiques.

L'accord franco-allemand relevait les droits du tarif français pour la presque totalité des produits chimiques. Les nouveaux taux étaient soit égaux, soit inférieurs à ceux du projet de tarif. Après une consultation de nos industriels, nous avons présenté une liste de revendications sur un certain nombre de produits intéressant particulièrement notre industrie. La capacité de production de l'Allemagne étant en général beaucoup plus forte que la nôtre, pour la plupart des produits, et le danger de sa concurrence supérieur à celui de la nôtre, le Gouvernement français ne désirait pas faire en notre faveur une réduction qui, pro-

fitant à l'Allemagne, eussent nui à l'industrie nationale. Néanmoins, devant nos instances, la délégation française suggéra, pour les produits nous intéressant, des entrevues entre producteurs des deux pays. Les principales entrevues qui eurent lieu intéressent les produits suivants : acide sulfurique, sulfure de carbone, chlorure de baryum, chromate et bichromate de soude et de potasse, acide arsénieux, acide phosphorique, phosphate d'ammoniaque, lithopone. Seules, les rencontres entre producteurs d'acide sulfurique et les producteurs de sulfure de carbone donnèrent un résultat. Une entente intervint sur la base des nouveaux droits français.

Un nouvel effort fut fait en ce qui concerne le chlorure de baryum et les chromates et bichromates. Les experts des deux pays furent convoqués devant les délégations officielles. Aucun terrain d'entente ne put être trouvé.

Outre une légère concession sur l'acide phosphorique, l'accord ne comprend guère, en ce qui concerne les produits chimiques, que la consolidation du droit actuel sur le sulfate de fer, le sulfate de cuivre, la céruse, les produits radifères, la colle, les scories, les superphosphates, produits que nous exportons en France en quantités importantes et pour lesquels les droits actuels sont relativement modérés.

Pour ce qui est de la colle, une lettre annexe à l'accord précise dans un sens favorable à nos intérêts les produits de l'espèce qui ne doivent pas être considérés comme de la gélatine.

De son côté, la France se borne à demander le bénéfice du régime actuel pour un certain nombre de produits tels que acide sulfurique ordinaire, carbonate de soude, superphosphates, scories, sels potassiques, etc... dont la plupart sont exempts de droits dans l'état actuel de notre tarif. En outre la France a obtenu la consolidation du régime actuel sur les essences artificielles et produits synthétiques, sur les articles de parfumerie, sur les médicaments préparés et sur les savons.

Industrie du verre.

Les principaux produits de l'industrie du verre touchés par l'accord franco-allemand étaient les *glaces*, les *ouvrages de gobeletterie* et quelques articles spéciaux, parmi lesquels on peut citer les *plaques sensibilisées pour la photographie* et les *vitraux en couleurs*.

Pour les *glaces*, les droits prévus par l'accord étaient en général inférieurs aux droits anciens. D'accord avec nos industriels, nous en avons obtenu la consolidation.

Pour la *gobeletterie* en revanche les droits de l'accord, s'ils étaient inférieurs aux droits inscrits dans le projet des nouveaux tarifs, étaient néanmoins très sensiblement supérieurs aux droits anciens. Les deux délégations convinrent de provoquer sur cet objet des entrevues entre experts. Ces entrevues aboutirent à certains résultats qui furent déclarés insuffisants par nos industriels. Les discussions qui eurent lieu par la suite permirent d'accroître dans une certaine mesure les premiers résultats obtenus. Les concessions portent principalement sur les articles pour l'éclairage, sur la *gobeletterie unie* et sur la *gobeletterie moulée*.

Le droit sur les *plaques sensibilisées pour la photographie* a été réduit de 225 à 210 francs. Enfin, celui sur les *vitraux en couleurs décorés de peintures à la main* fut ramené de 20 à 15 %.

L'accord franco-allemand ne touche pas aux droits sur les verres à vitre. Pour les verres à vitre minces, le projet de nouveau tarif prévoyait une très forte augmentation. L'additif proposa un nouveau régime pour ces produits ne relevant plus que très légèrement des droits actuels. C'est la consolidation de ces nouveaux taux qui est inscrite dans notre accord.

De son côté, la France a obtenu la consolidation du droit actuel sur les *plaques sensibilisées pour la photographie* et la consolidation du droit ajusté pour la *gobeletterie polie*.

Industries textiles.

Notre industrie textile est sans doute celle qui actuellement souffre le plus gravement du déséquilibre des échanges entre la Belgique et la France. Le règlement du régime douanier des produits textiles fut une des questions les plus importantes des récentes négociations.

D'une manière générale, les droits sur les produits textiles n'avaient pas été touchés par l'accord franco-allemand, à l'exception de ceux afférents à la bonneterie qui avaient été majorés. Quant au projet du nouveau tarif, il prévoyait des diminutions assez considérables sur les droits actuels pour la presque totalité des produits textiles à l'exception toutefois de certains produits intéressant particulièrement notre industrie, tels que les fils de laine cardée et les fils de jute.

Examinons la situation faite à chacune de nos industries textiles.

En ce qui concerne le *coton*, d'accord avec l'Association cotonnière, aucune demande ne fut présentée pour les fils. En revanche, pour les tissus, à la demande des principaux producteurs, la délégation a réussi à obtenir, pour les catégories intéressant la Belgique, le bénéfice des droits du projet de nouveau tarif. Les nouveaux droits représentent une diminution de 15 à 20 % sur les droits actuels.

Tant pour les fils que pour les tissus, la Belgique conserve entière liberté de mettre en vigueur les ajustements de droits qu'elle a projetés. Nous avons consolidé les coefficients actuels que pour certains produits d'importance secondaire comme les tapis de pied et le fil à coudre.

Pour ce qui regarde le *lin*, d'accord avec l'Office des Filateurs de lin, aucune demande n'a été introduite pour les fils. En revanche, à la demande des producteurs belges, l'accord prévoit la mise en application anticipée des droits du projet de nouveau tarif, lesquels sont inférieurs aux droits actuels de pourcentages variables allant, pour certaines catégories, jusqu'à 50 %.

Pour l'industrie du *jute*, la demande belge portait principalement sur les fils. L'accord établit une réduction de 20 % sur les droits français anciens, alors que le projet de nouveau tarif prévoyait une légère augmentation de ces mêmes droits. Nos industriels avaient demandé un abattement de 50 %. A défaut d'obtenir satisfaction, ils demandaient que la Belgique conservât la faculté de relever ses propres droits. C'est ce qui a été fait.

Pour l'industrie de la *laine*, des négociations directes ont eu lieu entre le Comité belge de la Laine et le Comité lainier de France, qui représentent dans l'un et l'autre pays l'ensemble de l'industrie lainière. Ces négociations aboutirent à un arrangement qui fut incorporé dans l'Accord. Aux termes de cet arrangement, la Belgique, moyennant la consolidation de la franchise actuelle sur les rubans peignés, l'ajustement aux coefficients 8, 9 et 10 des droits sur les fils de

laine peignée qui sont affectés aujourd'hui du coefficient 8, et la consolidation des droits actuels sur les fils de laine cardée, obtint à l'entrée du territoire français un abattement de 45 % sur les rubans peignés, des dégrèvements allant jusqu'à 40 % pour les fils de laine peignée, et la consolidation du régime actuel pour les fils de laine cardée. Les nouveaux droits sur les rubans peignés et les fils de laine peignée sont très sensiblement inférieurs à ceux que prévoyait le projet de nouveau tarif.

De commun accord, les tissus de laine furent laissés en dehors de l'entente intervenue. Aucune majoration n'est prévue pour les droits qui y sont relatifs à l'entrée en France; au contraire, les Français nous laissent toute faculté de relever les nôtres, de manière à les mettre approximativement à parité des droits français.

En ce qui concerne la *bonneterie de laine* dont le régime, comme il a été dit ci-dessus, a été affecté par l'accord franco-allemand, des réductions intéressantes par rapport aux anciens droits ont été obtenues, grâce à un accord négocié par le chef de l'une de nos principales entreprises. Comme contrepartie nous avons accordé à la France une réduction de 25 % à 20 % du droit sur la bonneterie de soie.

Signalons encore un accord intervenu entre fabricants de *dentelles et tulles* des deux pays, par lequel en échange d'une amélioration du régime afférent aux dentelles à la main, nous avons consolidé le coefficient 10 (au lieu des coefficients 8 et 9 actuels) sur les tulles unis, et les coefficients 12 et 14 (au lieu des coefficients 10 et 12) sur les tulles autres.

La France était surtout demanderesse pour les *articles de laine autres que les tissus*, les *soieries* et certains *ouvrages de confection*.

En ce qui concerne les *articles de laine*, nous avons consolidé le droit actuel sur les couvertures, les tapis de pied et la tapisserie de laine. Pour les châles et écharpes, nous avons consolidé les coefficients 10 et 9 au lieu du coefficient 8 actuel; pour les tissus de bonneterie et les tapis de table, le coefficient 10 au lieu du coefficient 8 existant aujourd'hui; et pour les feutres de laine et les velours et peluches, le coefficient 11 au lieu du coefficient 10 actuel.

Pour ce qui est de la *soie*, il y a lieu de rappeler qu'il s'est établi en Belgique depuis la guerre une industrie du tissage de la soie. La demande française fut étudiée avec nos producteurs. Une entrevue eut lieu entre tisseurs des deux pays, entrevue au cours de laquelle les fabricants belges furent d'accord pour l'abaissement du droit actuel de 20 % à 18 %. Les droits sur les produits confectionnés en soie ont été parallèlement réduits de 25 % à 22 % et à 20 % pour les articles cousus.

Quant aux articles en *soie artificielle*, leurs droits ont été abaissés de 20 à 16 %. Ce taux comporte pour notre industrie une protection suffisante, surtout si l'on songe que la protection des tissus de coton et des tissus de laine n'est que de 15 %.

Enfin, pour les articles cousus autres qu'en soie, le droit de 20 % a été réduit à 15 % pour les articles en tulle bobinot, et à 10 % pour les articles autres. Mentionnons encore une réduction de 20 % à 18 % du droit afférent aux vêtements pour femmes autres qu'en soie.

Pour avoir une idée d'ensemble de la situation nouvelle que l'accord réalise pour les produits principaux de l'industrie textile, il suffira de jeter un coup

d'œil sur le tableau ci-dessous. On y trouvera les droits appliqués en France et en Belgique avant et après la mise en vigueur de l'accord.

	Droits belges.		Droits français.	
	Avant l'accord. (En francs belges.)	Après l'accord.	Avant l'accord.	Après l'accord.
Fils de laine peignée, écrus.	fr. 4.20 le kilogr.	de fr. 4.20 à fr. 4.50 le kilogr. droits fixés dans l'accord.	de fr. 4.90 à fr. 5.44 le kilogr.	de fr. 4.12 à fr. 3.20 le kilogr.
Tissus de laine . . .	de 4 francs à fr. 13.50 le kilogr.	de fr. 4.50 à fr. 49.50 le kilogr. droits projetés.	de fr. 7.48 à fr. 14.96 le kilogr.	sans changement.
Tissus de coton pur, écrus.	de fr. 2.80 à 36 francs le kilogr.	de fr. 3.50 à 54 francs le kilogr. droits projetés.	de fr. 4.71 à fr. 47.12 le kilogr.	de 4 francs à 40 francs le kilogr.
Fils de jute écrus . .	de fr. 0.30 à fr. 0.60 le kilogr.	de fr. 0.40 à fr. 0.80 le kilogr. droits projetés.	de fr. 0.52 à fr. 1.54 le kilogr.	de fr. 0.43 à fr. 1.27 le kilogr.

Ce tableau se passe de longs commentaires. Il montre que l'accord tend à corriger le déséquilibre des échanges par une double action en sens inverse, à la fois sur le tarif belge et sur le tarif français. D'une part, il relève le premier; d'autre part, il abaisse le second.

Industrie du papier et Industrie d'a livre.

Dans l'accord franco-allemand, les droits sur les papiers sont, dans l'ensemble, majorés. D'accord avec les groupements compétents, nous avons borné, nos demandes, après un premier échange de vues, au *papier sulfurisé et simili-sulfurisé* et aux *papiers de tenture* commun. Pour le premier de ces articles, nous avons obtenu un droit inférieur à celui existant avant le 6 septembre 1927; pour le second, le droit a été ramené de 160 à 135 francs. Des demandes ont également été présentées pour le *papier photographique* et les *pellicules photographiques*. Pour le papier, les droits inscrits dans l'accord franco-allemand étant les mêmes que ceux en vigueur avant cette date, nous nous sommes bornés à en demander la consolidation. En ce qui concerne les pellicules photographiques, par contre, la délégation a porté son effort sur les *portrait-films* et les *radio-films* conditionnés pour la vente au détail, dont les droits comportaient une incidente exagérée. Pour les portrait-films, le droit de 25 francs a été réduit à 12 et 15 francs et pour les radio-films, de 45 à 18 francs.

En ce qui concerne l'*industrie du livre*, les intéressés ont simplement demandé le maintien du régime actuel, tel qu'il résulte des accords de 1924 et de 1925. Enfin, pour les *clichés pour la photogravure*, le droit de 13 % inscrit dans l'accord franco-allemand a été réduit à 10 %.

Quant à la France, elle a obtenu la consolidation du régime actuel pour les papiers carbone, les papiers vergés et filigranés, les papiers à la main, certaines espèces de papier à lettre et d'ouvrages en papier et carton durci, les cartes postales, les livres et journaux. Pour le papier à cigarettes autres qu'en cahiers, nous avons consolidé le coefficient 7 au lieu du coefficient actuel 5, et pour les

ouvrages en papier durci à usage industriel, le coefficient 10 au lieu du coefficient 5 actuel. Nous avons accordé, en outre, une réduction du droit actuel sur les ouvrages en décalcomanie.

Industrie du cuir.

La plupart des produits de l'industrie du cuir ont eu leurs droits majorés par l'accord franco-allemand. Les nouveaux taux sont en général ceux inscrits dans le projet de tarif. Une liste précise de demandes fut établie d'accord avec les experts désignés par l'Union des Bourses aux Cuirs de Belgique. Le traité apporte pour cette branche de notre industrie des satisfactions substantielles.

Pour les *cuirs à semelles*, nous n'avons obtenu qu'un léger abattement. Pour les *peaux de veau tannées façon box-calf* nous avons obtenu le droit de 5 % *ad valorem* demandé par nos industriels.

Pour les *cuirs industriels*, le droit de 15 % a été réduit pour nos spécialités à 12 % et à 10 %.

Enfin, pour les *cuirs à chapeaux*, le droit de 18 % a été ramené, après de longues discussions, à 10 % *ad valorem*.

Signalons encore la consolidation du droit actuel sur les *peaux de lapin teintés*, ce qui écarte pour ces produits la menace du droit de 15 % inscrit dans le projet de nouveau tarif.

De son côté, la France a obtenu, pour les espèces de cuirs intéressant son exportation, la consolidation soit des droits actuels (peaux de lapin, certains articles industriels), soit des droits inscrits dans notre projet d'ajustement. Dans ce dernier cas, l'ordre de grandeur du relèvement par rapport aux droits actuels va de 40 % à 50, ce qui a été admis par les négociateurs français.

Produits de la construction mécanique.

L'industrie de la construction mécanique est une de celles qui ont été le plus affectée par le relèvement de tarifs que comporte l'accord franco-allemand. Bien qu'inférieurs dans l'ensemble à ceux du projet de tarif, les nouveaux droits pour les produits de la construction mécanique ne laissent pas d'être très élevés et même de constituer dans certains cas une barrière infranchissable pour notre industrie.

La « Fédération des Constructeurs de Belgique », consultée sur la question, demanda que « les nouveaux droits français fussent réduits à la hauteur des droits du tarif antérieur, en limitant toutefois le rabatement à la hauteur du droit belge actuel ou majoré suivant projet, dans le cas où ce droit belge est supérieur au droit français ancien ».

Il eût évidemment été impossible de faire aboutir une revendication aussi générale. Aussi nos négociateurs s'efforcèrent-ils de se rendre compte des principaux intérêts belges lésés, afin de pouvoir introduire en faveur de ceux-ci des demandes précises et limitées. La « Fédération des Constructeurs » a fourni une série de fiches donnant les principaux renseignements techniques nécessaires à la Délégation. A l'aide de ces fiches, et après consultation directe des industriels, il fut possible de dresser un cahier de demandes concrètes.

La délégation belge ne se contenta pas de discuter la question avec la Délégation

tion française, elle organisa, d'accord avec cette dernière, des entrevues entre industriels des deux pays pour les articles suivants : locomotives, machines pour l'industrie textile, moteurs à gaz, pièces de robinetterie.

Les principaux résultats obtenus sont les suivants :

Turbines à vapeur : Consolidation du régime prévu par l'accord franco-suisse. Le pourcentage d'augmentation des droits sur les turbines par rapport aux droits des machines à piston est réduit de 125 % à 25 %.

Moteurs à gaz lourds : Réduction du droit de 135 francs à des droits variant entre 100 et 125 francs

Moteurs semi-Diesel pour la navigation : Réduction de 30 %.

Locomotives d'usines : Réduction de 20 % pour les machines ayant trois essieux et moins et pesant moins de 36 tonnes.

Machines pour l'industrie textile : Réduction de 10 % pour les cardes et les métiers à filer. Réduction de 30 % pour les garnitures de cardes. Réduction allant jusqu'à 50 % pour les lisses et cadres de lisses.

Machines à fabriquer le papier : Réduction de 12 % pour les machines à fabriquer le papier de 100 tonnes et moins. Amélioration du régime des pièces détachées.

Machines pour l'agriculture : Réduction du droit sur les charrues doubles dites « Brabant » de 100 à 90 francs. Augmentation de la détaxe pour les écrémeuses à bol suspendu de 20 % à 35 %.

Pièces détachées en fer, fonte et acier : Réduction pour certaines catégories de pièces détachées d'un poids excédant 1.000 kilogrammes de 130 francs à des taux variant entre 75 et 120 francs.

Appareils pour l'écoulement des fluides : Réduction de 10 % environ suivant entente entre experts.

Chaudières à foyers intérieurs : Réduction de 30 %.

De son côté, la France a obtenu sur notre tarif les avantages suivants :

Consolidation des droits actuels sur les *moteurs Diesel ou semi-Diesel*, les *turbines*, les *pompes et compresseurs*, les *métiers à tulles et à broderies* et *certaines ouvrages spéciaux*, tels que *coffres-forts*, *lames de rasoirs*, *roulements à billes*.

Consolidation à des taux variant entre 4 et 7,5 des coefficients afférents aux *outils* lesquels sont aujourd'hui en général de 4 et dans certains cas de 7.

Réduction des droits actuels sur certains articles d'importance secondaire, tels que *pompes de ménage* et *forges portatives*.

Armes de chasse.

Le régime actuel des armes de chasse à l'entrée en France est réglé par les droits inscrits dans le « *modus vivendi* » du 4 avril 1925, droits auxquels a été appliquée une des deux majorations forfaitaires de 30 % décrétées par le Gouvernement français en 1926. Réduits en francs or, ces droits sont en général inférieurs aux droits d'avant-guerre.

C'est ainsi, par exemple, que pour le *fusil à chiens extérieurs à triple verrou* le droit actuel est de fr. 35,10, alors que la valorisation du droit d'avant-guerre eût donné 40 frs. De même, le droit actuel du *fusil à chiens intérieurs sans éjecteur* (fusil Hammerless) est de frs. 35,40 alors que la valorisation du droit d'avant-guerre eût donné le taux de 55 frs.

Au moment de la conclusion de l'accord 1925, il avait été entendu entre les deux Gouvernements que si le tarif convenu « s'avérait à l'usage comme prohibitif sur tel ou tel point déterminé la question pourrait être considérée à nouveau avec bienveillance, à la suggestion de l'une des deux parties contractantes ».

L'effet des nouveaux droits fut de faire régresser considérablement nos ventes sur le marché français. Sans doute vit-on en 1927 une légère reprise, mais, d'une manière générale, le chiffre relatif à cette dernière année ne dépassait pas le niveau de 1913. Cette situation ne pouvait satisfaire nos armuriers qui voyant plusieurs de leurs principaux marchés fermés depuis la guerre, avaient trouvé une certaine compensation dans l'extension du débouché français.

Un grand effort fut fait pour améliorer la situation actuelle.

Nos armuriers demandaient la suppression de la majoration de 30 % intervenue en 1926 et le retour aux droits de 1925. Ce résultat n'a pu être atteint, mais nous avons obtenu pour les principaux types d'armes le bénéfice de droits se rapprochant très fortement des taux de 1925. C'est ainsi que le droit sur les *fusils à chiens extérieurs à triple verrou* a été ramené de fr. 35,10 à 30 francs, alors que le droit de 1925 était de 27 francs; de même, le droit sur les *fusils Hammerless* a été réduit de fr. 36,40 à 31 francs, ce qui n'est pas très éloigné du droit de 1925, lequel est de 28 francs, mais le franc valait plus en 1926. Enfin, pour les *fusils à répétition*, le droit nouveau de 40 francs qui remplace le droit ancien de fr. 48,10 est très rapproché du droit de 1925 (37 francs).

On appréciera toute l'importance des concessions obtenues lorsqu'on se rappellera que le droit du projet de tarifs prévoyait en faveur des armes des augmentations très sensibles. Incontestablement, le nouveau régime améliore très nettement la situation de nos armuriers sur le marché français.

Automobiles et pneumatiques.

Les deux Parties se sont accordé réciproquement la consolidation de leur régime actuel pour les automobiles et les pneumatiques, avec cette réserve qu'elles se déclarent prêtes à envisager le relèvement concerté de ces tarifs à la demande de l'une d'elles si celle-ci estime que la protection doit être modifiée eu égard aux conditions nouvelles de la concurrence étrangère.

Le droit français est de 45 % *ad valorem*.

La Belgique avait remonté ses droits spécifiques en 1926.

Pour les pneumatiques nos droits sont supérieurs aux droits français.

. . .

Dans le tableau suivant, votre commission parmi les concessions accordées par la France a l'honneur de signaler à l'attention de la Chambre, la liste des droits obtenus, inférieurs ou égaux aux droits de 1914 revalorisés, par conséquent multipliés par 5, d'après la valeur actuelle du franc français.

CONCESSIONS ACCORDÉES PAR LA FRANCE

Liste des droits obtenus qui sont inférieurs ou égaux aux droits de 1914 revalorisés.

Numéros du tarif.	Désignation des marchandises.	Droit obtenu.	Droits de 1914 × 5
23	Rubans peignés non teints	0 65	1 25
	Id. id. teints	0 75	1 37.
Ex 177	Pierres ouvrées, y compris les pierres de construction ouvrées : Taillées ou sciées à surfaces planes ayant d'épaisseur : 16 centimètres ou plus (y compris l'écaussine)	exempt.	exempt.
	de 4 à 16 centimètres (y compris l'écaussine).	1 36	2 »
181	Briques pleines de toutes formes et dimensions, communes 400 kil.	0 40	0 75
181 ^{bis}	Briques pleines de toutes formes et dimensions, fines, pressées ou rebattues; briques creuses 100 kilogr.	1 »	2 »
Ex 181 ^{quater}	Tuiles mécaniques ou à emboîtement et accessoires de couvertures 100 kilogr.	1 70	4 »
183	Pavés en pierre naturelle	0 70	1 »
183 ^{bis}	Pierres concassées pour l'empierrement des routes	0 034	0 10
Ex 184 ^{bis}	Chaux hydraulique en pierre ou en poudre, quel que soit le mode d'emballage ou d'expédition 100 kilogr.	0 80	1 »
Ex 186	Carreaux en agglomérés de ciment ou de chaux : B. Multicolores id.	10 »	10 »
Ex 200	Or battu en feuilles	8 %	8 %
Ex 064	Acide phosphorique coloré 100 kilogr.	51 »	150 »
0131	Sulfate de fer id.	1 »	4 »
0150	Carbonate de plomb (céruse) id.	35 »	45 »
0171	Produits radifères autres valeur	5 %	5 %
325	Colle d'os, etc. id.	5 %	5 %
348	Glaces : 1 ^{re} Glaces brutes, mesurant au maximum 13 millimètres d'épaisseur : A. non armées mètre carré.	9 »	10 »
	B. armées id.	11 »	12 50
	2 ^{re} Glaces polies, etc. A. Carrées ou rectangulaires, etc. : 1/2 mètre carré à 1 mètre carré	14 »	15 »
	Plus de 1 mètre carré à 2 mètres carrés.	16 »	17 50
372	Fils de laine pure, simples, écrus, peignés, mesurant au kilogramme : Pas plus de 40,500 mètres kilogr.	1 42	1 40
	Plus de 40,500, pas plus de 50,500 mètres id.	1 44	1 80
	Plus de 50,500, pas plus de 60,500 mètres id.	1 76	2 20
	Plus de 60,500, pas plus de 70,500 mètres id.	2 08	2 60
	Plus de 70,500, pas plus de 80,500 mètres id.	2 40	3 »
	Plus de 80,500, pas plus de 90,500 mètres id.	2 72	3 40
	Plus de 90,500, pas plus de 100,500 mètres id.	3 04	3 80
	Plus de 100,500 mètres id.	3 20	4 »
	Fils de laine pure, simples, teints ou imprimés, peignés, mesurant au kilogramme : Pas plus de 40,500 mètres le kilogr.	2 60	2 65
	Plus de 40,500, pas plus de 50,500 mètres id.	2 94	3 05
	Plus de 50,500, pas plus de 60,500 mètres id.	3 25	3 45
	Plus de 60,500, pas plus de 70,500 mètres id.	3 58	3 85
	Plus de 70,500, pas plus de 80,500 mètres id.	3 90	4 25
	Plus de 80,500, pas plus de 90,500 mètres id.	4 22	4 65
	Plus de 90,500, pas plus de 100,500 mètres id.	4 54	5 05
	Plus de 100,500 mètres id.	4 70	5 28

373	Fils de laine pure, retors pour tissage, écrus, peignés, mesurant au kilogr. en fil simple :		
	plus de 70,500, pas plus de 80,500 mètres.	le kilogr.	3 60 3 60
	plus de 80,500, pas plus de 90,500 mètres.	id.	4 08 4 10
	plus de 90,500, pas plus de 100,500 mètres.	id.	4 56 4 60
	plus de 100,500 mètres.	id.	4 80 4 80
Ex 386	Toiles de lin, damassées pour literie et ameublement :		
	Écrues.	id.	5 » 5 60
	Crémées, blanchies, teintes, imprimées ou comportant des fils blancs, teints ou chinés.	le kilogr.	7 50 7 84
Ex 388	Coutils de lin, écrus.	id.	5 » 6 »
Ex 461quat.	Papier photographique :		
	Sensibilisé :		
	aux sels d'argent ou de platine en feuilles, rouleaux, rondelles, etc. :		
	Papiers ou cartes pesant plus de 250 gr. au mètre carré	le kilogr.	8 » 10 »
	autres.	id.	10 » 10 »
Ex 493	Peaux de lapin teintes ou lustrées.	id.	1 70 8 50
Ex 526bis	Chaudières à foyers intérieurs.	id.	50 » 62 50
529	Plaques et rubans de cardés en fil de fer ou d'acier, boutés sur tissus, avec ou sans caoutchouc, bourrés ou non bourrés.	100 kilogr.	600 » 825 »
529bis	Plaques et rubans de cardés en cuir, non boutés sur tissus, garnis de pointes de fer ou d'acier, ayant à la base moins de 1 millimètre de diamètre.	100 kilogr.	600 » 825 »
Ex 581	Fusils de chasse (y compris les canardières) se chargeant par la culasse :		
	à percussion centrale :		
	à chiens extérieurs :		
	1. top rond à canons ronds.	le kilogr.	20 » 40 »
	2. top bascules rondes, bondes prolongées ou Greener à canons plats.	le kilogr.	29 » 40 »
	3. à triple verrou, canons plats et platines encastrées (platines avant).	le kilogr.	30 » 40 »
	à chiens intérieurs :		
	1. sans éjecteur avec ou sans platine.	id.	31 » 55 »
	2. avec éjecteur :		
	sans platine.	id.	54 » 55 »
	avec mécanique sur platines.	id.	90 » 55 »
	Fusils à répétition automatique ou semi-automatique.	kilogr.	40 » 30 »
	Carabines à un ou plusieurs canons :		
	à âme lisse :		
	calibre 6 à 9 millimètres inclusivement.	le kilogr.	13 » 30 »
	calibre 9 millimètres exclusivement à 14 millimètres inclusive-ment.	le kilogr.	19 50 30 »
	à âme rayée d'un poids inférieur à 1 kilo 500 grammes.	le kilogr.	13 » 30 »
	supérieur à 1 kilo 500 grammes et ne dépassant pas 2 kilos 500 grammes.	le kilogr.	19 50 30 »
	supérieur à 2 kilos 500 grammes.	le kilogr.	22 75 30 »
	à répétition, automatiques ou semi-automatiques.	le kilogr.	26 » 30 »
	Pistolets Flobert.		Régime des carabines.
Ex 614bis	1. Motocycles et motocyclettes.	100 kilogr.	800 » 1,100 »
	2. Accessoires et pièces détachées :		
	Autres pièces ou objets, y compris les valves pour chambres à air, etc. :		
	en métal commun :		
	brutes ou simplement ébarbées :		
	Raccords.	100 kilogr.	300 » 1,100 »
	Autres.	id.	400 » 1,100 »
617	Bateaux de rivières :		
	en bois.	tonneau de jauge	17 » 30 »
	en fer ou en acier.	id.	68 » 250 »
	Chevaux (en contingent) :		
	a) Entiers, hongres et juments de 5 ans et au-dessus.		255 » 750 »
	b) en dessous de 5 ans.		170 » 500 »
	c) Poulains.		85 » 500 »
603	Cylindres pour impressions.		380 » 450 »
158	Chicorée Witloof.		7 80 30 »

ANNEXE II

NOTE DU GOUVERNEMENT

**au sujet de certaines critiques formulées contre le traité
par quelques organismes de l'industrie textile.**

Au cours des pourparlers qui ont abouti à l'accord avec la France, le Gouvernement et la délégation chargée des négociations ont donné une attention particulière aux revendications de l'industrie textile, qui actuellement souffre le plus gravement du déséquilibre des échanges entre la Belgique et la France. De grands efforts furent faits pour améliorer la situation de cette branche importante de notre industrie. C'est peut-être elle qui obtient les plus larges satisfactions. Aussi peut-on être surpris de voir que trois groupements, l'Union Patronale du Courtrais, la Chambre de commerce de Renaix et l'Union Patronale des Tisseurs de Renaix et environs, viennent d'adresser une protestation aux membres de la Chambre des Représentants et du Sénat pour leur demander de rejeter le Traité. Le Gouvernement pense que leur protestation appelle une mise au point et quelques explications.

Les associations signataires rappelant que M. Hymans, dans son discours au Sénat du mardi 21 février 1928, a dit entre autres que la délégation chargée des négociations est demeurée en contact étroit avec nos producteurs, allèguent « qu'elles n'ont pas été invitées à prendre part à une discussion quelconque ».

L'activité des centres manufacturiers de Renaix et de Courtrai portant à la fois sur le coton et sur la laine, nous considérerons le cas de chacun de ces deux textiles.

Pour la laine, la délégation s'est mise en contact dès le début des négociations, avec le *Comité Central Belge de la laine*, organisme groupant pour le pays entier les industriels belges de la laine, y compris les tisseurs de Renaix et de Courtrai. De nombreuses entrevues ont eu lieu avec les représentants qualifiés de cet organisme, entrevues au cours desquelles le délégué du centre de Renaix a eu l'occasion de faire entendre ses desiderata. De même, un délégué de Renaix était présent aux conversations qui eurent lieu entre producteurs de la laine des deux pays et qui conduisirent le 13 janvier 1928 à un accord privé.

En ce qui concerne les tissus, le protocole approuvé par les deux délégations d'industriels actait que, ne pouvant consentir à une diminution de droits, les producteurs français n'avaient aucune objection de principe à un relèvement des coefficients belges. Dès avant la signature de ce protocole, la Chambre de commerce de Renaix, rendant compte au Ministère des Affaires Étrangères de l'état des pourparlers, demandait que, puisqu'il s'avérait impossible d'obtenir une amélioration de traitement à l'entrée en France, la Belgique relevât ses droits « en vue de protéger l'industrie nationale et de conserver aux fabricants le marché intérieur envahi par la concurrence française qui, depuis 1914, n'a fait que croître dans des proportions démesurées ». Dans cette lettre, comme on le voit, la Chambre de commerce de Renaix ne faisait aucune objection de principe à un

accord avec la France; elle demandait tout simplement que la Belgique gardât sa liberté tarifaire et la possibilité de se protéger. Il n'est besoin que de se référer au texte de l'accord commercial soumis à la Chambre pour constater que cette liberté est réservée à la Belgique.

En ce qui concerne le coton, la délégation chargée des négociations a eu de fréquents contacts avec les principaux organismes du pays, notamment avec l'*Association cotonnière de Belgique*. Celle-ci demanda avant tout que la Belgique restât libre d'ajuster les droits afférents aux tissus. Cette liberté est assurée par le traité.

Pour ce qui est des revendications à présenter sur le tarif français, celles-ci furent établies d'accord avec les entreprises qui avaient été désignées par les groupements compétents comme s'intéressant particulièrement au marché français.

La Chambre de commerce de Renaix et l'Union Patronale du Courtrais, consultées au cours des négociations, n'ont jamais fait parvenir de desiderata concrets en ce qui concerne l'industrie du coton.

Le Gouvernement a cru opportun d'entrer dans ces détails pour montrer le souci qu'ont toujours eu les négociateurs de rester en contact étroit avec les producteurs intéressés.

. * .

Dans la pétition adressée par les organismes précités, certaines erreurs se sont glissées qui, bien qu'elles ne soient sans doute que des erreurs matérielles, touchent néanmoins au fond de la question et risquent de donner du traité et de nos échanges avec la France une image inexacte.

On peut lire en effet que les importations françaises de *tissus de coton* auraient passé de 9,708,644 fr. or, en 1913, à 270,945,000 francs belges, en 1927. Ce dernier chiffre ne représente pas les importations françaises, mais bien les importations *totales* de tous pays en Belgique. Le chiffre des importations françaises est beaucoup plus réduit : il n'est en effet que de 98,504,000 frs., ce qui, si l'on tient compte de l'augmentation du prix des objets en coton, qui valent 41 fois plus qu'avant la guerre, ne représente, en chiffres ronds, que 9,000,000 de francs or, *soit sensiblement le chiffre d'avant guerre*.

On peut d'ailleurs faire une constatation semblable en ce qui concerne l'importation des *tissus de laine*. En 1913, nous avons importé pour 7,525,000 francs de tissus de l'espèce. En 1927, ces importations se sont élevées à 105,786,000 francs, ce qui, si l'on tient compte du coefficient d'ajustement relatif aux articles en laine, correspond à une importation d'avant guerre d'environ 9,000,000 de francs. Ici, l'augmentation est plus sensible, mais elle n'est tout de même que de l'ordre de 20 %. Ces résultats qui sont tout à l'honneur de notre industrie montrent que sous un régime douanier modéré, elle est parvenue à résister à la concurrence française, accrue depuis la guerre par l'appoint des centres textiles de l'Alsace.

Une deuxième erreur s'est glissée dans la protestation des Chambres de commerce de Renaix et de Courtrai. Les concessions que nous avons obtenues en ce qui concerne les tissus de coton ne portent pas uniquement sur les tissus écrus, mais également sur les tissus blanchis et sur les espèces de tissus teints et imprimés intéressant particulièrement notre industrie. C'est d'ailleurs à la demande expresse de certains groupements du pays qu'une revendication a été introduite pour les tissus de coton écrus,

La pétition remise aux membres du Parlement fait alors la comparaison du tarif belge et du tarif français pour certaines espèces de tissus de laine pure et de laine mélangée. Notons tout d'abord que, du côté du tarif français, cette comparaison porte non sur le tarif actuel, qui demeurera en vigueur au lendemain de l'accord, mais sur le projet de tarif que le Gouvernement français avait soumis à la Chambre des Députés, et qui n'a pas reçu de suite.

D'autre part, le tableau dressé ne concerne que quelques espèces de tissus. Nous croyons donner une image plus conforme à la réalité en faisant la comparaison des droits non plus sur certains articles déterminés, mais sur l'ensemble des tissus de laine. Voici comment se présentent à cet égard les deux tarifs :

Tissus pour habillement en laine pure peignée.

	Tarif français. (Francs français.)	Tarif belge actuel. (Francs belges.)	Tarif belge projeté. (Francs belges.)
Jusque 250 grammes le kilogramme	9 52	13 50	19 50
251 à 400 grammes	14 96	13 50	19 50
		10 80	14 40
401 à 550 grammes	12 24	10 80	10 40
		9 45	11 50
551 à 700 grammes	9 52	7 65	9 35
Plus de 700 grammes.	7 48	7 65	9 35

Tissus pour habillement en laine pure cardée.

Jusque 400 grammes le kilogramme	15 64	5 40	6 60
401 à 550 grammes	12 24	5 40	6 60
551 à 700 grammes	9 52	4 50	5 50
Plus de 700 grammes.	7 48	4 50	5 50

Tissus pour habillement de laine mélangée avec des matières textiles autres que la soie.

Jusque 200 grammes le kilogramme	7 65	8 »	10 »
201 à 300 grammes	6 37	5 60	7 »
301 à 400 grammes	5 10	5 60	7 »
		4 80	6 »
401 à 550 grammes	3 82	4 80	6 »
551 à 700 grammes	3 06	4 »	4 50
Plus de 700 grammes.	2 30	4 »	4 50

On peut donc dire que si, pour certains articles, tels que les tissus de laine cardée, le régime français est beaucoup plus élevé que le nôtre, dans l'ensemble l'écart entre les deux tarifs est loin d'être de l'ordre de grandeur que celui qui résulte des quelques exemples repris dans la requête des Chambres de commerce de Renaix et de Courtrai. Pour certains articles même, tels que les tissus légers de laine peignée, le droit prévu dans le projet belge d'ajustement est sensiblement plus élevé que le droit français correspondant.

•

Il n'est pas niable que la balance des échanges de produits textiles entre la France et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ne se solde par un

déficit considérable en défaveur de notre pays. Mais on ne voit pas comment on pourrait prétendre que l'accord du 23 février consacre ce déséquilibre. Au contraire, il tend à le corriger par une double action en sens inverse, d'une part le relèvement du tarif belge, d'autre part, l'abaissement du tarif français. Si l'accord ne redresse pas entièrement la situation dont se plaignent nos industriels, il l'amende du moins dans des proportions parfois considérables et comporte ainsi une amélioration très sensible du statut des échanges. Le rejet du traité priverait notre industrie textile du résultat des efforts faits pour lui assurer une certaine pénétration sur le marché français, tout en lui accordant sur le marché national une protection suffisante. Il créerait une situation assurément moins favorable que l'adoption sollicitée du Parlement.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1928.

WETSONTWERP TOT GOEDKEURING VAN HET HANDELSACCOORD GESLOTEN, TE PARIJS, DEN 23^e FEBRUARI 1928, TUSSCHEN HET BELGISCH - LUXEMBURGSCH ECONOMISCH VERBOND EN FRANKRIJK (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DE GÉRADON.

MIJNE HEEREN,

Vóór den oorlog scheen de Belgische handelspolitiek zeer eenvoudig, maar deze theoretische eenvoudigheid bracht vele moeilijkheden mede.

Onze handelsovereenkomsten waren gegrondvest op de algemeene en onvoorwaardelijke behandeling van de meest begunstigde Natie. Enkel onze accoorden

(1) Wetsontwerp, nr 124.

(2) De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit :

- a) *De leden van de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken* : de heeren Brunet, voorzitter; Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Cocq, de Kerchove d'Exaerde, Destrée, Devèze, Eekelers, Fischer, Hubin, Neujean, Piérard, Pouillet, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troclet, Van Cauwelaert, Vandervelde (Emiel), Verachtert en Winandy.
- b) *De leden van de Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Hallet, voorzitter; Pussemier, ondervoorzitter; Carlier en David, secretarissen; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) en Wauwermans.
- c) *De leden van de Commissie voor den Handel en de Economische Vraagstukken* : de heeren Tibbaut, voorzitter; Boeckx, Bologne, Briart, Clynmans, Debunne, de Gérardon, Delvigne, Gendebien, Gris, Herbert, Joris, Lepage, Libbrecht, Lombard, Van Ackere (F.), Vanden Broeck, Vanden Eynde (Oscar), Vandeveld (Joseph), Van Schuylenbergh, Van Wallegghem en Wauters.
- d) *Drie leden van de Commissie voor den Landbouw* : de heeren Amelot, Colleaux en Vanden Eynde (J.).
- e) *De leden benoemd door de Afdelingen* : de heeren Huysmans, Van de Vyvere, Masson, Fischer, Raemdonck en Carton.

met Canada en Portugal, waar die behandeling eene beperkte beteekenis had, en ons Verdrag van 1875 met de Vereenigde Staten, waar het onderworpen was aan de voorwaarde van wederkeerigheid, maakten daarop uitzondering.

Dit leidend beginsel van onze handelspolitiek sloot niet uit, het verleenen van rechten op overeenkomsten berustend; maar ons tarief, dat maar 70 artikelen telde, leende zich kwalijk tot die tariefonderhandelingen. Inderdaad, zijne te ruime rubrieken maakten het verleenen van toegevingen moeilijk, en konden ons dus ook niet doen hopen, dat ons belangrijke toegevingen zouden gedaan worden op de vreemde tarieven.

Na den oorlog, was de politieke landkaart van Europa zeer gewijzigd. Het was een der eerste zorgen van de Belgische Regeering, die sedert 6 Maart 1922 optrad uit naam van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, de economische betrekkingen te regelen met de nieuwe Staten die waren tot stand gekomen. Zoo werden de accorden gesloten van 30 December 1922 met Polen, van 9 December 1924 en 16 September 1925 met Finland, van 7 Juli 1925 met Letland, van 28 September 1927 met Estland, van 28 December 1925 met Tsjecho-Slowakije. Bovendien, werden overeenkomsten gesloten met Rumenië, op 20 April 1922, met Oostenrijk op 14 December 1923, met Japan op 27 Juni 1924, met Canada op 3 Juli 1924, met Hongarije op 30 September 1924, met Guatemala op 7 November 1924, met Duitschland op 4 April 1925, met Spanje op 26 October 1925, met Bulgarije op 8 Februari 1926, met het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen op 16 December 1926, met Turkije op 28 Augustus 1927. Ten slotte, zijn er onderhandelingen aan den gang met verschillende Staten.

Met Frankrijk leven wij onder het stelsel bepaald door de wederzijdsche verklaringen van 30 Januari 1892, gewijzigd door de *modus vivendi* van 24 October 1924 en van 4 April 1925, aangevuld door het bijvoegsel van 10 April 1926.

Dit stelsel, dat slechts een klein deel van de handelsbetrekkingen tusschen de twee landen regelt, is om die reden onvoldoende.

De Fransche, Belgische en Luxemburgsche Regeeringen hebben sedert lang de noodzakelijkheid ingezien het te vervangen door een ruimer statuut dat meer waarborgen van stabiliteit bevat. De onderhandelingen, die met dit doel werden aangeknoopt in October 1927, leidden tot het accord ondertekend op 23 Februari l. l. dat, zooals het stelsel hetwelk het vervangt, gesteund is op de behandeling van de meest begunstigde natie.

De kwestie van de behandeling der meest begunstigde natie werd onderzocht, in 1927, door de Nationale Commissie voor de nijverheidsproductie, commissie waarin zetelen de vertegenwoordigers van al de groote belangen van het land, en die inzonderheid gelast was « eenige beginselen vast te stellen om het de Regeering, die af te rekenen heeft met de vereischten van de buitenlandsche onderhandelingen, mogelijk te maken hare politiek in zake tollarieven en handelsverdragen nader te bepalen ».

Ziehier de *passus* van het eindverslag, evenals het besluit en de wensch uitgebracht betreffende dit vraagstuk :

« België moet getrouw blijven aan zijne politiek van de behandeling der meest begunstigde natie. Deze politiek dringt zich op, omdat zij overeenstemt met de hoofdzakelijke voorwaarden van de nationale economie. Ons land moet een groot

deel van zijne productie uitvoeren over de gansche wereld, waar het te kampen heeft met de overige industrielanden, en in de eerste plaats is het dus noodig, dat men in gelijke omstandigheden kunne strijden als zijne mededingers. De bepaling van de meest begunstigde natie geeft dien waarborg. De politiek van nauwkeurige wederkeerigheid, die op het eerste zicht logisch en billijk schijnt, is niet mogelijk.

» Een preferentiestelsel, ten opzichte van eenig land, zou België in een kieschen toestand brengen ten aanzien van de overige landen.

» De politiek van de meest begunstigde natie sluit niet de overeenkomsten uit die tariefverminderingen bevatten. »

Ziehier het 33^e besluit :

« Overwegende dat België een groot deel van zijne productie moet uitvoeren in mededinging met andere industrielanden, en dat het te dien einde moet in staat zijn op de buitenlandsche markten te kampen, in gelijke voorwaarden, met zijne buitenlandsche mededingers ;

» Overwegende dat de politiek van de algemeene bepaling der meest begunstigde natie aan het land dezen onmisbaren waarborg kan verschaffen, terwijl alle wederkeerigheidspolitiek of voorkeur-overeenkomst, door het dien waarborg te ontnemen, en diepe stoornis in zijne handelsbetrekkingen zou medebrengen ;

» Overwegende dat deze politiek geenszins het vaststellen van tarieven, berustend op overeenkomsten uitsluit, maar dat deze tarieven, door onzen uitvoerhandel op bijzondere wijze te vergemakkelijken, er de natuurlijke aanvullingen van zijn ;

» Drukt de Commissie den wensch uit :

» Dat België zou getrouw blijven aan zijn algemeene politiek van de meest begunstigde natie, onverminderd nochtans de uitzonderlijke maatregelen die zouden dienen getroffen te worden overeenkomstig de bepalingen van de toewet, tegenover Staten die, door een onbillijk onderscheid of door een overdreven protectionisme, onzen uitvoerhandel in gevaar zouden brengen ;

» Dat, in ieder geval waarbij de staat van den wisselkoers het zou toelaten, de Regeering in hare commercieele onderhandelingen het vestigen van tarieven volgens overeenkomsten zou nastreven. »

Getrouw aan de politiek die in voorgaande lijnen is uitgedrukt, heeft de Regeering eene nieuwe handelsovereenkomst met Frankrijk gesloten op den grondslag van de behandeling der meest begunstigde natie.

Het is vooral, ter gelegenheid van de regeling van ons ruilverkeer met Frankrijk, dat men, als formule tot het bereiken van accoord eene regeling heeft vooruitgezet die van beide kanten differentiaalrechten inhoudt. De principieele bezwaren eener dergelijke formule — die ons zou verplichten al onze handelsverdragen en ook het statuut van onze handelsbetrekkingen met al de vreemde landen weer ter bespreking te leggen, werden hooger uiteengezet. Deze bezwaren zouden van bijzonder ernstigen aard zijn, in geval van een accoord met Frankrijk. Inderdaad, onder de producten waarvoor Frankrijk het voordeel van voorkeur een stelsel zou vragen, zouden zeker begrepen zijn de wijnen en de zijdestoffen. Eene voorkeur-toegeving aan Frankrijk op de wijnen, zou ons onmiddellijk in zeer ernstige moeilijkheden wikkelen met Spanje en met Italië. Te dezer gelegenheid, is het niet zonder nut, er aan te herinneren dat Spanje altijd als *Conditio sine qua non* van eene handelsovereenkomst met België

gesteld heeft, de gelijkheid van behandeling voor zijne wijnen met de Fransche wijnen.

Alles wijst er eveneens op, dat een voorkeurrecht aan Frankrijk verleend voor de zijdestoffen, zou leiden tot wedervergeldingsmaatregelen van den kant der andere belanghebbende landen, zooals Zwitserland en Italië.

. . *

Gaan wij nu over tot het onderzoek van het eigenlijk handelsaccoord.

In de Memorie van Toelichting wordt uiteengezet dat, zoo dit accoord « niet geheel beantwoordt aan de verwachtingen die sommigen hebben kunnen koesteren, het ten minste neerkomt op een conventioneel regime dat in alle opzichten verkieslijker is dan een verbreking der handelsbetrekkingen. De regeling onzer economische betrekkingen met Frankrijk is altijd uiterst moeilijk geweest. Sedert 1881, hebben wij met Frankrijk geene overeenkomst meer gehad zoo ruim als die welke U onderworpen wordt. Indien ze door U goedgekeurd wordt, mag men verhoplen dat zij een einde zal stellen aan de voortdurende stoornissen waaronder ons ruilverkeer met Frankrijk, sedert talrijke jaren, geleden heeft en dat ze een tijdperk van stabiliteit zal inluiden. »

De inleiding van het handelsaccoord bevat een zeer kenschetsenden zin. Het Economisch Verbond eenerzijds, Frankrijk anderzijds wenschen : « de handelsstroomingen in de mate van het mogelijke te behouden en uit te breiden ». *In de mate van het mogelijke*; daarin ligt heel het verdrag.

De handelspolitiek, die tegenover beide Partijen staat, sloot de mogelijkheid uit een stelsel tot stand te brengen, dat geheele voldoening kon schenken tegelijk aan de eene en aan de andere. Ondanks het verlangen van Partijen een accoord te sluiten, dat het grootste deel van hunne economische betrekkingen omvatte, heeft dit verschil van stelsel slechts toegelaten, en kon niet anders, eene beperkte regeling te treffen.

Maar, zal men zeggen, was het werkelijk onmisbaar eene overeenkomst te sluiten die ons maar gedeeltelijk voldoening kon schenken? In welken toestand zouden wij ons bevonden hebben, indien zij niet ware ondergeteekend geworden?

Het valt te betwijfelen dat de breuk onzer betrekkingen ons in een beteren toestand zou hebben gesteld om te onderhandelen. Zwitserland was van gevoelen dat het accoord van 21 Januari l. l., hoewel het geen volkomen bevrediging schonk, toch beter was dan de afbreking.

Navolgende tabel van het ruilverkeer tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en Frankrijk, zal de Kamer laten oordeelen over de risico's van een eventueele breuk.

TABEL VAN HET RUILVERKEER TUSSEN BELGIË EN FRANKRIJK

1° Belgische statistieken.

Jaren.	Fransche invoer in België of in de Unie. (Waarde : 1,000 frank.)	Uitvoer van de Unie naar Frankrijk. (Waarde : 1,000 frank.)
	<i>Invoer in België.</i>	<i>Uitvoer van België.</i>
1913	1,000,297	762,187
1920	2,317,974	2,526,836
1921	1,784,539	1,638,760
1922 (Jan.-Mei)	606,468	416,076
	<i>Invoer in de Unie.</i>	<i>Uitvoer van de Unie.</i>
1922 (Mei-Dec.)	1,347,154	1,114,029
1923	2,865,609	2,018,886
1924	3,790,691	2,195,793
1925	3,726,527	2,154,066
1926	4,904,283	2,831,769
1927	5,922,645	3,066,881

2° Fransche statistieken.

	<i>Invoer van België.</i>	<i>Uitvoer naar België.</i>
1913	566,277	1,108,499
1920	3,325,484	4,478,937
1921	1,732,495	3,249,907
1922	1,796,493	4,015,454
	<i>Invoer van de Unie.</i>	<i>Uitvoer naar de Unie.</i>
1923	2,533,478	5,721,076
1924	2,734,367	7,222,386
1925	3,996,048	7,601,232
1926	4,462,523	9,406,061
1927	3,735,689	7,572,436

Het is wel verstaan, dat uwe Commissie deze cijfers slechts aangeeft als een factor tot beoordeeling en niet als een factor tot comptabiliteit.

Beide statistieken komen niet met elkaar overeen.

Alzoo, volgens de Belgo-Luxemburgsche statistiek, zou de Unie, in 1927, uit Frankrijk voor 5 milliard 922 miljoen goederen hebben ontvangen en aan Frankrijk slechts geleverd voor 3 milliard 66 miljoen; terwijl, volgens de Fransche statistiek, wij voor 7 milliard 572 zouden gekocht hebben, en slechts verkocht voor 3 milliard 735 miljoen; wat nog vreemder voorkomt is het volgende: volgens de Fransche statistiek, zou onze invoer naar Frankrijk, sedert

een jaar, van 4 milliard 462 miljoen, op 3 milliard 735 miljoen zijn gezakt, terwijl de Belgische statistiek eene vermindering van uitvoer naar Frankrijk aan geeft van 2 milliard 831 miljoen, in 1926, tot 3 milliard 66 miljoen, in 1927.

Deze afwijkingen zijn gedeeltelijk te verklaren door het verschil van methodes gebruikt voor het opmaken der berekeningen. Het kan echter niet geloofwaardig worden dat de balans van onzen handel met Frankrijk sterk daalt te onzen nadeele. Sommigen zouden misschien kunnen beweren, op grond van dit gebrek aan evenwicht, dat een economische breuk met Frankrijk ons minder zou treffen dan onze zuiderbuur en ons bijgevolg in een gunstiger toestand zou plaatsen om later te onderhandelen.

Was het dan niet beter, te onderhandelen en ieder van beiden maar half voldoening te bekomen, wel er van bewust zijnde, dat wat ons scheidt niet toe te schrijven is aan de menschen, maar aan den aard der zaken zelf en aan het verschil der stelsels. Dit alzóó zijnde, maakt men « in de mate van het mogelijke » een accoord dat aannemelijk wordt wanneer aan beide kanten goeden wil heerscht.

Gelukwenschen dienen gestuurd tot de Belgische Regeering die er aan gehouden heeft alle mogelijke waarborgen en inlichtingen te verzamelen, door de betrokken Belgen te raadplegen; aldus kon men ook de werkelijke moeilijkheden van de onderhandeling inzien.

Van toën op het bureel der Kamers het ontwerp van een nieuw Fransch toltarief werd neergelegd, — dat is van af de maand Maart 1927 —, werd eene algemeene raadplegning gedaan bij al de economische inrichtingen, zooals zijn : nijverheids-groepelingen en kamers van koophandel. Eveneens, werden geraadpleegd de nijveraars die tot geene groepering behooren, maar toch ook belang stellen in den uitvoer naar Frankrijk. De landbouw-groepelingen werden rechtstreeks ondervraagd door het Ministerie van Landbouw dat, trouwens, bijzondere deskundigen bij de afvaardiging had. Naar de uitslagen van dit onderzoek, kon men zich rekenschap geven van de algemeene verlangens onzer nijverheid en kon men ook de eischen opstellen, die tot grondslag dienden voor de onderhandelingen welke in de Lente plaats vonden, te Parijs.

Deze onderhandelingen werden onderbroken in de maand Juni. Zij werden hervat in October l. l., niet meer echter op grondslag van het nieuw tarieven-ontwerp, maar wel volgens de regeling van het Fransch-Duitsch accoord van 17 Augustus. De groepelingen en de betrokken industrieelen kwamen weer uit eigen beweging in betrekking met den Minister van Buitenlandsche Zaken om hunne wenschen aan de nieuwe omstandigheden aan te passen.

Tijdens gansch den duur van de onderhandelingen, bleef men in betrekking met de groepelingen. De zakenmannen werden geraadpleegd, niet enkel wat betreft de eischen te doen gelden op het Fransch tarief, maar insgelijks wat betreft het onderzoek der Fransche eischen op ons eigen tarief. In sommige gevallen zelfs, kwamen de industrieelen nog nauwer in betrekking met de onderhandelaars. Inderdaad, voor tal van nijverheidstakken, werden onderhandelingen ingericht onder de industrieelen van beide landen. De hier betrokken producten waren :

Scheikundige producten : Zwavelzuur, koolsulfide, baryum-chloor, arsenik-zuur, chromaat en bichromaat van soda en potassium, phosphoorzuur en ammoniak-posphaat, litophoon.

Producten van den machinebouw : Locomotieven, gasmotoren, werktuigen voor de textielnijverheid, automobielen, kranenartikelen.

Textielproducten : Wollen draden en weefsels, jute draden, wollen breiwerk, kant en tule, enz.

Papier : Photopapier, gezwavelzuurd papier.

Bouwmaterialen : Zink en cement.

Zwachtels in caoutchouc.

De eischen van den landbouw werden rechtstreeks verdedigd door den daartoe afgevaardigden deskundige, den heer senator Mullie, en door de bevoegde ambtenaren van het Ministerie van Landbouw.

De samenkomsten waarvan hooger sprake, hadden verschillende uitslagen. Sommige daarvan leidden tot accoorden die werden bekrachtigd, en in voorkomend geval, in de Overeenkomst werden opgenomen. Eenige van deze accoorden omvatten bevestigingen of verminderingen van rechten op een van de twee tarieven of zelfs op beide.

De overeenkomsten die hebben geleid tot eene vermindering op het Fransche tarief alleen, betreffen het *koperen kraanwerk* en het *gezwavelzuurd papier*.

De overeenkomst over de *weefsels van natuurlijke zijde* betreffen alleen het Belgisch tarief.

Ten slotte, de overeenkomsten betreffende de *linten* en de *wollen garens*, het *breiwerk*, de *kanten en tulen*, de *automobielen* en de *luchtbanden* zijn wederkeerig en slaan op het eene en op het andere tarief.

Een zeker getal overeenkomsten hebben een privaat karakter en hebben voor doel de verdeling van de markten, de verkoopsvoorwaarden, enz. Tot deze behoren de overeenkomsten gesloten omtrent het onbewerkt zink, cement, zwavelzuur en koolstofsulfide.

Toen de onderhandeling tot een goed einde ging geraken, hebben de bevoegde Besturen er aan gehouden nogmaals de voornaamste belanghebbende organismen te raadplegen. Zoo zijn zij onder andere in voeling getreden met de *Fédération des Constructeurs*, de *Union des Fabricants d'Armes de Liège*, enz. Het was op grond van deze raadplegingen, dat de definitieve voorstellen van de Unie werden opgemaakt.

Uwe Bijzondere Commissie heeft willen onderzoeken, welke takken van onze voortbrengst, ondanks de pogingen van onze onderhandelaars, aan wie zij eene verdiende hulde brengt, op de Fransche markt in een minder gunstigen toestand zullen staan dan vóór het Fransch-Duitsch Accoord.

Zij houdt er aan dat het Parlement die kenne. Zij zal eveneens eene uitvoerige ontleding mededeelen van wege den heer Minister van Buitenlandsche Zaken, over de bevestigingen of verminderingen van rechten die zij heeft verkregen. De Kamer zal het vóór en het tegen kunnen beoordeelen.

De bijzonderste takken van onze nijverheid, waarvan het stelsel gewijzigd werd door het Fransch-Duitsch accoord, zijn : de nijverheid der bouwmaterialen (baksteen, pannen, kalk, enz.), de chemische nijverheid, ledernijverheid, papiernijverheid, de mechanische constructie, glaswerk.

In de meeste gevallen, is de wijziging eene verscherping van de rechten. Uitzondering dient slechts gemaakt voor sommige producten, zooals de spiegels, het loodwit, ijzersulfaat, photopapier, droogmachines en carboniseermachines,

de toestellen voor hoogovens, staalfabrieken en pletmolens, voor dewelke het recht in het Fransch-Duitsch Accoord ofwel gelijk ofwel lager is dan het vroegere recht. Bovendien, heeft het Fransch-Duitsch Accoord niet geraakt aan het geheel van de producten der hooger opgesomde industrieën. Een zeker getal daarvan, die voor onzen uitvoer van zeer groot belang zijn, bleven buiten het Accoord. Het geldt namelijk de werken in gevormd en in gehard gietijzer, de verwarmingstoestellen, de toestellen voor metaalbouw in ijzer en staal, ijzerbeslagen voor rijtuigen, kabels en kettingen, sommige soorten van boutwerken, ijzeren en stalen buizen, huishoudartikelen, automobielen en wapens. Voor deze waren, zal het stelsel, voortvloeiende uit het Fransch-Duitsch Accoord niet minder gunstig zijn dan dit hetwelk bestond vóór 6 September 1927; het zal zelfs in vele gevallen beter zijn wegens de bekomen verminderingen. Voor de wapens, de mijnbeschoeiingen en het bouwgietijzer, bij voorbeeld, heeft België eene merkelijke verbetering bekomen.

Ondanks deze verzachtingen, moet men nochtans erkennen, dat het geheele stelsel van de nijverheidstakken die door het Fransch-Duitsch Accoord worden getroffen, veel ongunstiger zal blijven dan het stelsel dat bestond vóór 6 September 1927. Niettegenstaande al de pogingen van de onderhandelaars, was het niet mogelijk den vroegeren toestand te verbeteren of terug te komen tot het *statu quo ante*, tenzij voor enkele producten, waaronder men kan noemen de ketels met binnenvuur, sluitboomen, kambladen en ijzerbeslagen en hunne losse stukken, de zoogenaamde dubbele Brabantsche ploegen, het gezwavelzuurd papier en sommige artikelen van wollen breiwerk.

Daar dit werk zeer ingewikkeld zou zijn, en daar, anderzijds, voldoende nauwkeurige en recente gegevens ontbreken, is het niet mogelijk op juiste wijze te schatten welke de producten zijn voor dewelke onze toestand op de Fransche markt minder goed zou zijn dan vóór het Fransch-Duitsch Accoord.

In eene bij dit verslag gevoegde nota (bijlage A), geven wij een overzicht van de verschillende takken der Belgische productie, met aanduiding in hoeverre elk daarvan door het Accoord wordt getroffen.

. . .

Wij achten het niet onnoodig aan de Kamer eenige verklaringen te geven omtrent de 23 artikelen van de Overeenkomst en van het protocol van onderteekening die ze aanvult.

Artikel 1 bevat de algemeene bepaling van de meest begunstigde natie.

Artikelen 2 en 3 zijn verklaard door het protocol van onderteekening (blz. 17 en 18).

Aan artikel 5, heeft uwe Commissie hare bijzondere aandacht gewijd. Ieder van de contractanten heeft onderhandeld met als grondslag te nemen de tarieven van zijne zijde, zooals zij worden toegepast, en deze die zij ontwerpen en aan elkaar hebben medegedeeld.

Over sommige in de lijsten A en B opgesomde producten hebben zij conventionele Accoorden gesloten, Accoorden die hen binden (behalve de uitzondering van het protocol van onderteekening voor de automobielen en de banden); maar zij hebben zich hunne tariefvrijheid voorbehouden voor al het overige, behoudens het recht van opzegging in geval van verhooging.

De onderhandelingen over het Belgisch tarief waren gegrondvest niet op de

thans van kracht zijnde rechten en coëfficiënten, maar op de coëfficiënten ingeschreven in een ontwerp van aanpassing, dat aan de Fransche Regeering werd overgemaakt in de maand Mei 1927. Dit ontwerp van aanpassing is neergelegd ter Griffie van de Kamer.

Dit ontwerp, dat in beginsel voortvloeide uit de noodwendigheden der onderhandeling met Frankrijk, vond zijn reden van bestaan in de verplichting waarin de Regeering zich bevindt de coëfficiënten, toegepast op de specifieke rechten, aan te passen aan de schommelingen der waarde van de producten. Men weet inderdaad dat de coëfficiënt van verhooging bestemd is om eene doorlopende verhouding met de rechten te handhaven. Vermits de tegenwoordige coëfficiënten dagteekenen van 1926, en de waarden talrijke schommelingen hebben ondergaan, is het noodig de coëfficiënten te herzien.

De rechten in het aan de Fransche Regeering overgemaakt document ingeschreven, zijn een maximum-basis. In de tegenwoordige omstandigheden, is het niet te verwachten, behoudens voor enkele gevallen, dat het vestigen van hogere coëfficiënten zal moeten voorzien worden.

Het hoofdbelang van artikel 5 ligt in het verhaal dat het ons verleent tegen de verhoogingen van het Fransche Toltarief. Men moet, inderdaad, niet uit het oog verliezen dat Frankrijk zijn tolltarief nog niet herzien heeft. Lijst B van het Fransch-Duitsch Accoord en het additief zijn slechts een deel van zijn nieuw tolltarief. In de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp betreffende het additief, heeft de Fransche Regeering in uitdrukkelijke termen gezegd, dat het van het Parlement afhing de geheele tariefhervorming tot stand te brengen voor den vervalltermijn voorzien voor het Fransch-Duitsch Accoord. Zonder artikel 5, zouden wij zonder verhaal geweest zijn tegen de verhoogingen van rechten, die de producten betreffen welke niet zijn geconsolideerd door het accoord van 23 Februari.

Artikel 6 van ons accoord met Frankrijk geeft het stelsel van gemeen recht aan, inzake de inning van de rechten *ad valorem*. Dit artikel is eenzijdig en slaat alleen op den invoer in Frankrijk. Het stelsel in quaestie wordt gewijzigd door de er mede verband houdende bepaling van het Protocol van onderteekening.

Indien artikel 6 en het Protocol niet in onze Overeenkomst waren ingeschreven, dan zouden wij onderworpen geweest zijn aan het gemeen stelsel zonder de verzachtingen die het Protocol er aan toebrenge, verzachtingen die niet vallen onder de toepassing van de behandeling der meest begunstigde natie.

Artikel 9 van het Accoord voorziet, ten gunste van beide partijen, het verleen van verminderde rechten binnen de grenzen van contingenten. Het meerendeel van deze contingenten werden verleend op grond van de commercieele stroomingen die vóór den oorlog bestonden tusschen het Groothertogdom Luxemburg en Elzas-Lotharingen. Van de zijde der Unie, zijn deze contingenten alleen toepasselijk op Luxemburg, en van Fransche zijde, op de departementen van de Moezel, Neder-Rijn en Boven-Rijn.

Evenwel, ten einde de herstelling van den onder den oorlog verwoesten veestapel te vergemakkelijken, heeft België eveneens bekomen den invoer met een verminderd recht van een jaarlijksch contingent van 5,200 paarden van Brabantsch, Vlaamsch of Ardeensch ras of productie voor de kruising van deze rassen onderling.

Ziehier het tegenwoordig toelstelsel toepasselijk bij den invoer in Frankrijk op deze contingenten.

Paarden :

Hengsten, ruinen en merries :

Coëfficiënt.

a) van 5 jaar en meer per stuk, $150 \times 1,7 = 225$ frank.

a) van minder dan 5 jaar per stuk, $100 \times 1,7 = 170$ frank.

Vee :

N ^o van het tarief.		Belastingrecht.	Coëfficiënt.	Gezamenlijk recht.
5	Melkkoeien (levend gewogen)	100 kilogram 20 »	1,7	34 »
13	Speenvarkens	per stuk . . . 2 25	1,7	3 83
12	Varkens (levend gewogen)	100 kilogram 15 »	1,7	23 50

Artikel 10 houdt rekening, zooals artikel 9, met dezelfde commerciële stroomingen die bestonden tusschen het Groothertogdom Luxemburg en Elzas-Lotharingen uit den tijd van het Zollverein en dit zal gunstig onthaald worden door onze economische bondgenooten van Luxemburg. Uwe Commissie, Mijne Heeren, heeft met eenparige voldoening de merkbare voordeelen vastgesteld die deze artikelen zullen verschaffen aan onze vrienden en heeft uw verslaggever opgedragen de tolk te wezen van deze voldoening.

De artikelen 14 tot 17 vestigen de wederkeerigheid van het ruilverkeer (toelastarieven terzij gelaten natuurlijk) van de binnenlandsche rechten en de gelijkheid van de nationale productie met deze van de andere contracteerende Partij. De artikelen 12, 16 en 17 worden aangevuld en nader bepaald door het Protocol van onderteekening (bladz. 19, 20, 21).

Artikel 21 verwijst naar de wet aangenomen op 18 April 1927 betreffende de bewijsschriften van herkomst voor de wijnen en geestrijke dranken. Het is toepasselijk op de wijnproducten, maar aan 't slot wordt de uitbreiding er van onderzocht tot andere producten, onderzoek waarvan de verwezenlijking wordt voorzien door het Protocol (ad. art. 21, bladz. 21).

Artikel 22 betreft de getuigschriften van herkomst.

* *

Talrijke leden van de Commissie, bij het geven van hun instemming met het Accoord, deelden niet het vertrouwen dat de verslaggever stelt in de toepassing van de overeenkomsten rechtstreeks gesloten tusschen Fransche industrieelen en Belgische industrieelen, overeenkomsten tot het terugbetalen, te hunnen gunste, van rechten of het verleenen van voordeelen.

Die overeenkomsten werden gesloten voor den duur van het Handelsaccoord.

Zij hebben onze onderhandelaars er toe aangezet, aan Frankrijk geene toege-

vingen te vragen betreffende de producten waarover die overeenkomsten gesloten zijn.

Die leden oordeelen dat zulke praktijken niet zonder gevaar zijn.

Zij kunnen leiden tot een werkelijk privilege ten voordeele van een beperkt getal industrieelen en daardoor zelf de belangen der verbruikers ernstig benadeelen.

Enkele leden hebben gevraagd dat in ons verslag zou genoteerd worden, dat hunne toestemming met het Accoord, en dienvolgens met artikel 5 van de Overeenkomst, geenzins de goedkeuring beteekent van het ontwerp van aanpassing der rechten, dat aan de Fransche Regeering werd overhandigd in den loop der onderhandelingen.

* * *

De Commissie heeft eenige verzoekschriften ontvangen betreffende de textielnijverheid.

Zij heeft ze medegedeeld aan de Regeering die haar de nota, als bijlage bij dit verslag gevoegd, liet geworden (Bijlage II).

* * *

Zooals gij ziet, Mijne Heeren, schenkt dit Handelsaccoord geen volledige voldoening, noch aan het Fransche protectionisme, noch aan het streven naar vrijhandel van de Economische Unie. Het is de uitslag van wederzijdsche toegevingen. Van beide kanten, wilt men tot een resultaat komen, bij de Fransche onderhandelaars, evenzeer als bij de afgevaardigden van de Belgisch-Luxemburgsche Unie.

* * *

Sommige leden verklaren niet toe te treden tot de al te optimistische beoordeelingen van het verslag. Naar hun oordeel, mag het voorgesteld accoord enkel bij wijze van proefneming worden aangenomen. Indien de handelsbalans tusschen beide landen, bij het einde van het dienstjaar, niet het evenwicht zeer nabij komt, zou, volgens die leden, de Regeering tot plicht hebben het Verdrag op te zeggen, hetgeen niet als een onwellevendheid zou moeten aangezien worden, maar enkel er toe zou moeten strekken om, op nieuwe grondslagen, onderhandelingen te openen.

* * *

De verslaggever heeft getracht eene objectieve uiteenzetting te geven; hij geeft melding van dit advies, zooals hij ook de meer gunstige kanten van den toestand heeft vooruitgezet. Als besluit van dit verslag, vermeldt hij de beslissing van de Commissie, aan de Kamer te vragen het Verdrag goed te keuren.

De taak van de onderhandelaars der Belgisch-Luxemburgsche Unie was zeer zwaar.

De Commissie hield er aan hulde te brengen aan hun werk vol toewijding, aan hunne bevoegdheid en aan hunne pogingen van in de mate van het mogelijke de belangen van de Economische Unie te verdedigen.

De Verslaggever.

J. DE GÉRADON.

De Voorzitter.

EM. BRUNET.

BIJLAGE I

Landbouwvoortbrengsels.

Over het algemeen, werd het regime der landbouwvoortbrengsels door het Fransch-Duitsch Accoord niet geschaad. Daarentegen, voorziet het additief verhoogingen voor de meeste dezer voortbrengsels. Over het algemeen, zijn de ontworpen rechten die van vóór den oorlog, gevaloriseerd op den coëfficiënt 5. Er wordt echter een uitzondering gemaakt voor de cichoreiboonen, welk product van bijzonder belang is voor onzen uitvoer en waarvoor de verhoogingscoëfficiënt van het door de Regeering voorgestelde recht, in verhouding tot het vóóroorlogsche, 10 bedroeg.

De voornaamste verkregen uitslagen zijn de volgende :

Voor de *paarden*, behouden wij het voordeel van het contingent, met verminderde rechten, dat ons was toegestaan door de Overeenkomsten van 1925 en van 1926;

Voor de *chicorei witloof*, behouden wij het huidige regime;

Voor de *chicoreiwortelen*, werd het voorgestelde recht, dat 30 frank bedroeg, verminderd op 17 frank;

Voor de *levende planten*, is er een vermindering van 10 frank op het recht van het additief, voor de *levende warme-broeikasplanten en de levende koude-broeikasplanten*, zoowel als voor de *levende planten uit boomkwekerijen met aardklompen*.

Voor de *verduurzaamde groenten*, werd het basisrecht verhoogd, maar de taxatie zal in het vervolg op het netto in plaats van op het brutto gebeuren.

Van zijnen kant, heeft Frankrijk, voor de voornaamste *primeurs* die het naar ons uitvoert de consolidatie der aangepaste rechten verkregen die, in het geheel, 15 tot 100 t. h. hooger zijn dan de huidige rechten.

Ten slotte, hebben wij voor de ingelegde groenten het huidige recht op de ingelegde kampernoeliën verlaagd en het huidige recht op de andere ingelegde groenten geconsolideerd.

Bouwmaterialen, steenen en aarde, vuurvaste producten.

Vóór 6 September 1927, dat is te zeggen, vóór het in werking stellen van het Fransch-Duitsch Verdrag, betaalden de *bouwmaterialen*, in het algemeen, bij den invoer in Frankrijk, slechts de vóóroorlogsche rechten, zonder anderen coëfficiënt dan de coëfficiënt 1.7 voortvloeiend uit de toepassing van de twee forfaitaire verhoogingen in 1926 gedecreteerd. Door het Fransch-Duitsch Accoord, werden de rechten op de meeste dezer voortbrengsels verhoogd. In een groot getal gevallen (zooals voor de kalk, het cement, de baksteen, de dakpannen), waren de nieuwe bedragen niets anders dan die van vóór den oorlog aan de waardevermindering van den frank aangepast. In andere gevallen, zooals in dat der steenen met lijstwerk en der grafsteen in ecaussinesteen, gingen de nieuwe rechten veel hooger dan de valorisatie der vóóroorlogsche rechten. Een zeker getal voortbrengsels, zooals gezaagde ecaussinesteen, de plaveisteen, de

geklopte steenen en de vloertegels in aardewerk, werden in het algemeen door het Accoord niet geschaad. Maar voor deze bleef de bedreiging bestaan, dat de rechten van het ontworpen nieuwe tarief, welke een aanmerkelijke verzwaring medebrachten, in toepassing zouden gesteld worden. Het additief nam deze verhoogingen gedeeltelijk over, inzonderheid voor de gebakken tegels in aardewerk en de plaveisteenen.

Voor de voortbrengsels waarvan de rechten in de Fransch-Duitsche Overeenkomst verhoogd waren, zoowel als voor degene opgenomen in het additief, hebben wij verminderingen van 20 t. h. bekomen. Over het geheel, is het bedrag in goud van deze nieuwe rechten lager dan dat van vóór den oorlog. Voor de plaveisteenen, bedraagt de verkregen vermindering 30 t. h. De op de kalk gedane vermindering wordt aangevuld door een verbetering van het regime van invoer der zakken. Deze laatste in plaats van de rechten op jute-weefsels te betalen, zullen in het vervolg tijdelijk van invoerrechten kunnen vrijgesteld worden, zooals trouwens ook de zakken voor de verpakking van cement en plaaster.

Voor de producten die noch in het Fransch-Duitsch Accoord noch in het additief zijn opgenomen, en inzonderheid voor de gezaagde ecaussinesteenen en de macadamsteen en, hebben wij de consolidatie der huidige rechten verkregen, waardoor van hen de bedreiging van het ontworpen nieuwe tarief wordt afgewend.

Voor het cement, hebben wij geene eischen ingediend, daar de Belgische en Fransche voortbrengers een particulier accoord gesloten hebben op den grondslag van het nieuwe Fransche recht.

De *gecalcineerde bitterspaath* is het voorwerp van een grooten uitvoerhandel naar Frankrijk. Dit product is tot nu toe vrij van rechten. Het ontwerp van nieuw tarief, en daarna nog onlangs het additief, stelden de vaststelling van rechten voor op deze koopwaar wanneer zij uitgegloeid of gereedgemaakt is. Onze pogingen hebben er toegeleid, dat voor het uitgegloeide bitterspaath in brokken een vermindering van 30 t. h. op de rechten van het additief verkregen werd.

Het regime voorzien door het ontwerp van nieuw tarief, wat de *vuurvaste producten* betreft, verzwaaarde in zeer sterke verhoudingen het huidige regime. Het additief verhoogde de huidige rechten in een veel matiger verhouding. Het behield van den anderen kant de huidige nomenclatuur. Het huidige recht op de baksteen en is in het geheel genomen dragelijk. Wij hebben getracht een vermindering te krijgen van de rechten voorgesteld voor zekere holle stukken, die een specialiteit van onzen uitvoer zijn. Voor deze artikelen, zal het huidige recht slechts lichtelijk verhoogd worden.

Frankrijk heeft, wat betreft de categorieën van producten die wij zooeven besproken hebben, slechts de consolidatie gevraagd van de thans in ons tarief bestaande vrijstelling voor ruwe bouwsteen en.

Scheikundige producten.

Het Duitsch-Fransch Accoord verhoogde de rechten van het Fransche tarief voor bijna al de scheikundige producten. De nieuwe bedragen waren hetzij gelijk aan, hetzij lager dan die van het ontwerp van tarief. Na raadpleging met onze nijveraars, hebben wij een lijst van eischen ingediend aangaande een zeker getal producten waarbij onze nijverheid bijzonder belang heeft. Daar het productie-vermogen van Duitschland veel grooter is dan het onze, voor de meeste der

producten, en het gevaar van zijne concurrentie grooter is dan dat der onze, wenschte de Fransche Regeering geene verlaging te onzen voordeele toe te staan, die Duitschland ten goede komend, aan de eigen nijverheid zou geschaad hebben. Nochtans stelde de Fransche afvaardiging, wegens ons aandringen voor al de ons interesseerende voortbrengsels, onderhandelingen tusschen de voortbrengers van beide landen voor. De voornaamste gesprekken die gehouden werden hadden betrekking op de volgende producten : zwavelzuur, koolstofsulfide, chloorbaryum, kalium- en sodachromaat en bichromaat, arsenikhoudend zuur, phosphorzuur, ammoniumfosfaat, lithopone. Alleen de onderhandelingen tusschen voortbrengers van zwavelzuur en de voortbrengers van koolstofsulfide leidden tot een resultaat. Een overeenstemming werd gesloten op den grondslag van de nieuwe Fransche rechten.

Een nieuwe poging werd gedaan wat het chloorbaryum en de chromaten en bichromaten betreft. De deskundigen van beide landen werden vóór de officieele afvaardigingen geroepen. Er kon geen terrein voor een overeenstemming gevonden worden.

Behalve een lichte toegeving op het phosphorzuur, bevat het Accoord, wat de scheikundige producten betreft, niets anders dan de consolidatie van het huidige recht op ijzervitriool (ferrosulfaat), kopersulfaat, loodwit, radiumhoudende producten, lijm, slakken, superphosphaten, welke producten wij in belangrijke hoeveelheden naar Frankrijk uitvoeren en waarvoor de huidige rechten tamelijk gematigd zijn.

Wat de lijm aangaat, geeft een bij de Overeenkomst gevoegde brief in eenen voor onze belangen gunstigen zin nader de producten van dien aard aan die niet als gelatine moeten beschouwd worden.

Van zijnen kant, bepaalt Frankrijk er zich toe het voordeel van het huidige regime te vragen voor een zeker getal producten, zooals gewoon zwavelzuur, sodacarbonaat, superphosphaten, metaalslakken, kalizouten, enz., waarvan de meeste vrij van rechten zijn in den huidige staat van ons tarief. Bovendien, heeft Frankrijk de consolidatie verkregen van het huidige regime voor de kunstmatige essences en synthetische producten, voor de reukwerken, voor de gereedgemaakte geneesmiddelen en de zeepen.

Glasnijverheid.

De bijzonderste producten der glasnijverheid die door het Fransch-Duitsch Accoord getroffen werden, waren het *spiegelglas*, het *tafelglaswerk* en eenige speciale artikelen. waaronder mogen vermeld worden de *gevoelig gemaakte platen voor de photographie* en het *gekleurd kerkglas*.

Voor het *spiegelglas*, waren de door het accoord voorziene rechten over het algemeen lager dan de vroegere rechten.

Voor het *tafelglaswerk*, integendeel, waren de rechten van het accoord, indien zij lager waren dan de rechten voorzien in het ontwerp der nieuwe tarieven, niettemin aanzienlijk hooger dan de vroegere rechten. Beide delegaties kwamen overeen, omtrent deze zaak besprekingen tusschen deskundigen uit te lokken. Deze besprekingen leidden tot resultaten die door onze nijveraars onvoldoende werden verklaard. De besprekingen die naderhand plaats hadden, lieten toe de eerste bekomen resultaten in zekere mate te vergrooten. De concessies dragen vooral op de artikelen voor de verlichting op het *effen tafelglaswerk* en op het *gegoten tafelglaswerk*.

Het recht op de *gevoelig gemaakte platen voor de photographie* werd van 225 op 210 gebracht. Ten slotte, werd het recht op het *gekleurde kerkglas versierd met schilderijen met de hand* van 20 op 15 t. h. gebracht.

Het Fransch-Duitsch Accoord treft de rechten op het vensterglas niet. Voor het dunne vensterglas, voorzag het ontwerp van nieuw tarief een zeer aanzienlijke verhooging. Het additief stelde voor deze producten een nieuw regime voor, waarbij de huidige rechten slechts in zeer geringe mate verhoogd werden. Het is de consolideering dezer nieuwe bedragen, die in onze Overeenkomst opgenomen werd.

Zijnerzijds, heeft Frankrijk de consolideering der huidige rechten bekomen op de *gevoelig gemaakte platen voor de photographie*, alsmede de consolideering van het aangepaste recht voor het *gepolijste tafelglaswerk*.

Textielnijverheid.

Onze textielnijverheid is zonder twijfel deze welke het zwaarst lijdt onder het ontwrichte ruilverkeer tusschen België en Frankrijk. De regeling van het tolregime der producten van de textielnijverheid was eene der belangrijkste kwestieën der onlangs gevoerde onderhandelingen.

Over het algemeen, waren de rechten op de producten der textielnijverheid door het Fransch-Duitsche Accoord niet getroffen geworden, met uitzondering van de rechten verbonden aan het breiwerk, dewelke verhoogd waren. Wat het ontwerp van het nieuwe tarief betreft, dit voorzag tamelijk aanzienlijke verminderingen op de huidige rechten voor bijna al de producten der textielnijverheid, met uitzondering, evenwel, van zekere producten die inzonderheid onze nijverheid aanbelangen, zooals b. v. de garens van gekaarde wol en de garens van jute.

Laten wij den toestand nagaan, waarin ieder onzer textielnijverheden geplaatst wordt.

Wat het *katoen* betreft, werd er, in overeenstemming met de « Association Cotonnière », voor de garens geen enkel verzoek ingediend. Voor de weefsels, is daarentegen de afvaardiging er in geslaagd, op verzoek der bijzonderste voortbrengers, voor de België aanbelangende categorieën het voordeel der rechten van het ontwerp van nieuw tarief te bekomen. De nieuwe rechten komen neer op een vermindering van 15 tot 20 t. h. op de huidige rechten.

Zoowel voor de garens als voor de weefsels, blijft België geheel vrij de aanpassingen van rechten, die het voorgesteld heeft, in werking te stellen. Wij hebben de huidige coëfficiënten slechts geconsolideerd voor zekere producten van ondergeschikt belang, zooals voettapijten en naaigarens.

Wat het *vlas* betreft, werd er, in overeenstemming met het « Office des Filateurs de lin », voor de garens geen verzoek ingediend. Daarentegen, voorziet de Overeenkomst, op verzoek der Belgische voortbrengers, de vervroegde toepassing der rechten van het ontwerp van nieuw tarief, dewelke lager zijn dan de huidige rechten, en wel, voor sommige categorieën, in de mate van 50 t. h.

Voor de *jutenijverheid*, droegen de Belgische eischen vooral op de garens. De Overeenkomst voorziet eene vermindering van 20 t. h. op de vroegere Fransche rechten, terwijl het ontwerp van nieuw tarief eene lichte vermeerdering derzelfde rechten voorzag. Onze nijveraars hadden eene verlaging van 50 t. h. gevraagd. Daar zij geen voldoening bekwamen, vroegen zij, dat België het recht zou behouden zijne eigen rechten te verhoogen. Zulks is geschied.

Voor de *wolnijverheid*, werden er rechtstreeksche onderhandelingen gevoerd tusschen het « Comité belge de la laine » en het « Comité lainier de France », die respectievelijk in beide landen de geheele wolnijverheid vertegenwoordigen. Deze onderhandelingen leidden tot eene schikking die in de Overeenkomst opgenomen werd. Luidens deze schikking, verkreeg België, mits consolideering der huidige vrijstelling op de gekamde linten, aanpassing aan de coëfficiënten 8, 9 en 10 der rechten op de garens van gekamde wol, waarop thans de coëfficiënt 8 toepasselijk is, en consolideering der huidige rechten op de garens van gekaarde wol, bij den invoer op het Fransche grondgebied, eene verlaging van 45 t. h. op de gekamde linten, verminderingen van rechten gaande tot 40 t. h. voor de garens van gekamde wol, en de consolideering van het huidige regime voor de garens van gekaarde wol. De nieuwe rechten op de gekamde linten en de garens van gekamde wol zijn aanzienlijk lager dan deze welke in het ontwerp van nieuw tarief voorzien waren.

De wollen weefsels werden eenstemmig buiten de getroffen Overeenkomst gelaten. Er is geene verhooging voorzien voor de rechten die er bij den invoer in Frankrijk aan verbonden zijn; integendeel, de Franschen laten ons geheel vrij de onze te verhoogen ten einde ze bij benadering met de Fransche rechten gelijk te stellen.

Wat het *wollen breiwerk* betreft, waarvan het regime, zooals hooger gezegd, door het Fransch-Duitsch Accoord getroffen werd, werden er belangrijke verminderingen ten opzichte der vroegere rechten verkregen, dank zij een accoord bewerkt door het hoofd van eene onzer bijzonderste ondernemingen. In ruil daarvoor, hebben wij aan Frankrijk eene vermindering van 25 t. h. op 20 t. h. van het recht op het zijden breiwerk verleend.

Vermelden wij nog een accoord gesloten tusschen de fabrikanten van *kant en tule* van beide landen, waardoor, in ruil voor een verbetering van het regime betrekking hebbend op de met de hand gemaakte kant, wij den coëfficiënt 10 (in plaats van de huidige coëfficiënten 8 en 9) voor effen tule, en de coëfficiënten 12 en 14 (in plaats van de coëfficiënten 10 en 12) voor andere tule geconsolideerd hebben.

De eischen van Frankrijk droegen vooral op de *wollen artikelen andere dan de weefsels*, de *zijden stoffen* en zekere *confectiewerken*.

Wat de *wollen artikelen* betreft, hebben wij het huidige recht op de dekens, de voettapijten en het wollen tapijtwerk geconsolideerd. Voor de sjaals en sjerpen, hebben wij de coëfficiënten 10 en 9 in plaats van den huidige coëfficiënt 8 geconsolideerd; voor de weefsels in breiwerk en de tafeltapijten, den coëfficiënt 10 in plaats van den thans bestaanden coëfficiënt 8; en voor het wollen vilt en de fluweelen en pluizen, den coëfficiënt 11, in plaats van den huidige coëfficiënt 10.

Wat nu de *zijde* betreft, dient er aan herinnerd dat zich sedert den oorlog een weefnijverheid voor de zijde in België gevestigd heeft. De Fransche aanvraag werd met onze voortbrengers bestudeerd. Een bespreking had plaats tusschen wevers van beide landen, in den loop waarvan de Belgische fabrikanten het eens waren om het huidige recht van 20 t. h. op 18 t. h. te verminderen. De rechten op de vervaardigde artikels uit zijde werden gelijkelijk verlaagd van 25 t. h. op 22 t. h. en op 20 t. h. voor de genaaide artikelen.

Wat de artikelen in *kunstzijde* aangaat, hunne rechten werden van 20 t. h. op 16 t. h. verminderd. Dit cijfer vertegenwoordigt voor onze nijverheid eene voldoende bescherming, vooral wanneer men nagaat dat de bescherming der katoenen en wollen weefsels slechts 15 t. h. bedraagt.

Ten slotte, voor de genaaide artikelen andere dan in zijde, werd het recht van 20 t. h. verlaagd op 15 t. h., voor de artikelen in bobijn-tule, en op 10 t. h. voor de andere artikelen. Vermelden wij nog een verlaging van 20 t. h. op 18 t. h. van het recht verbonden aan de vrouwenkleederen andere dan in zijde.

Om zich een algemeen gedacht te vormen van den nieuwen toestand dien de Overeenkomst voor de voornaamste voortbrengselen der textielnijverheid in het leven roept, zal het volstaan een oogopslag op onderstaande tabel te werpen. Daarin zullen gevonden worden de rechten toegepast in Frankrijk en in België vóór en na het in werking treden der Overeenkomst.

	Belgische rechten.		Fransche rechten.	
	Vóór de	Na de	Vóór de	Na de
	overeenkomst.	overeenkomst.	overeenkomst.	overeenkomst.
	(In Belgische franken.)		(In Fransche franken.)	
Garens van gekamde wol, ongebleekte.	fr. 1.20 het kilogr.	van fr. 1.20 tot 1.50 het kilogr. in de overeenkomst bepaalde rechten.	van fr. 1.90 tot fr. 5.44 het kilogr.	van fr. 1.12 tot fr. 3.20 het kilogr.
Weefsels van wol	van 4 frank tot fr. 13.50 het kilogr.	van fr. 4.50 tot fr. 19.50 het kilogr. ontworpen rechten.	van fr. 7.48 tot fr. 14.96 het kilogr.	zonder verandering.
Weefsels van louter katoen, ongebleekte.	van fr. 2.80 tot 36 frank het kilogr.	van fr. 3.50 tot 54 frank het kilogr. ontworpen rechten.	van fr. 4.71 tot fr. 47.12 het kilogr.	van 4 frank tot 40 frank het kilogr.
Jutegarens ongebleekte.	van fr. 0.30 tot fr. 0.60 het kilogr.	van fr. 0.40 tot fr. 0.80 het kilogr. ontworpen rechten.	van fr. 0.52 tot fr. 1.54 het kilogr.	van fr. 0.43 tot fr. 1.27 het kilogr.

Bij deze tabel zijn lange uitleggingen overbodig. Zij toont aan dat de Overeenkomst er toe strekt het verstoord evenwicht van het handelsverkeer door een dubbele actie in tegenovergestelden zin, tegelijk op het Belgisch tarief en op het Fransch tarief, te verbeteren. Eenerzijds, verhoogt zij het eerste; anderzijds verlaagt zij het tweede.

Papiernijverheid en boeknijverheid.

In het Fransch-Duitsch Accoord, zijn de rechten op het papier over het algemeen verhoogd. In overeenstemming met de bevoegde groepeerings, hebben wij onze eischen, na een eerste gedachtenwisseling, beperkt tot het *gezwavelzuurd en simili-gezwavelzuurd papier* en tot het gewoon *behangselpapier*.

Voor het eerste dezer artikelen, hebben wij een lager recht verkregen dan dit bestaande vóór 6 September 1927; voor het tweede, werd het recht van 160 op 135 frank teruggebracht. Verzoeken werden eveneens ingediend voor het *photopapier* en de *photopellicules*. Daar, voor het papier, de in het Fransch-Duitsch Accoord vastgestelde rechten dezelfde zijn als die welke vóór dien datum van kracht waren, hebben wij er ons toe beperkt er de consolidatie van te vragen. Wat daarentegen de *photopellicules* betreft, heeft de afvaardiging zich vooral beziggehouden met de *portrait-films* en de *radio-films*, geconditionneerd voor den verkoop in het klein, waarvan de rechten een overdreven incidentie meebrachten. Voor de *portrait-films* werd het recht van 25 frank op 12 en 15 frank, en voor de *radio-films*, van 45 op 18 frank verlaagd.

Wat de *boeknijverheid* betreft, hebben de belanghebbenden eenvoudig het behoud van het huidig regime gevraagd, zooals het uit de accorden van 1924 en van 1925 voortvloeit. Ten slotte, voor de *clichés voor de photographie*, werd het recht van 13 t. h. opgenomen in het Fransch-Duitsch Accoord op 10 t. h. gebracht.

Wat Frankrijk betreft, dit land heeft de consolidatie van het huidig regime verkregen voor het carboonpapier, geribd of gewatermerkt papier, handpapier, zekere soorten briefpapier en werken in papier en verhard karton, de postkaarten, boeken en dagbladen. Voor het sigarettenpapier, ander dan in boeken, hebben wij den coëfficiënt 7 in plaats van den tegenwoordigen coëfficiënt 5 geconsolideerd, en voor de werken in verhard papier voor nijverheidsgebruik, den coëfficiënt 10 in plaats van den tegenwoordigen coëfficiënt 5. Wij hebben bovendien een verlaging van het tegenwoordig recht op de met aftreksels versierde werken verleend.

Ledernijverheid.

De rechten van de meeste voortbrengselen der ledernijverheid werden door het Fransch-Duitsch Accoord verhoogd. De nieuwe rechten zijn over het algemeen die welke in het ontwerp van tarief voorkomen. Een nauwkeurige lijst der verzoeken werd opgemaakt in overleg met de deskundigen aangeduid door de *Union des Bourses aux Cuirs* van België. De Overeenkomst verleent aan dien tak onzer nijverheid wezenlijke voldoeningen.

Voor het *zoolleder*, hebben wij slechts een kleine verlaging verkregen. Voor de *gelooiden kalverhuiden (façon box-calf)*, hebben wij het door onze industrieelen gevraagde recht van 5 t. h. *ad valorem* verkregen.

Voor het *industriële leder*, werd het recht van 15 t. h. voor onze specialiteiten op 12 t. h. en op 10 t. h. gebracht.

Ten slotte, voor de *lederen banden voor hoeden*, werd het recht van 18 t. h., na lange besprekingen, op 10 t. h. *ad valorem* teruggebracht.

Vermelden wij nog de consolidatie van het tegenwoordig recht op de *gekleurde konijnvellen*, waardoor voor deze producten de bedreiging van het in het ontwerp van nieuw tarief voorziene recht van 15 t. h. afgewend wordt.

Van zijnen kant, heeft Frankrijk, voor de ledersoorten die van belang zijn voor zijn uitvoer, de consolidatie verkregen hetzij van de tegenwoordige rechten (konijnvellen, zekere industriële artikelen), hetzij van de in ons ontwerp van aanpassing opgenomen rechten. In dit laatste geval, gaat het peil der verhooging ten opzichte van de tegenwoordige rechten van 40 t. h. tot 50 t. h., hetgeen door de Fransche onderhandelaars aangenomen werd.

Voortbrengselen der machineconstructie.

De nijverheid der machineconstructie is eene dergene die het meest getroffen werd door tarievenverhoging die het Fransch-Duitsch Accoord meebrengt. Alhoewel zij in hun geheel lager zijn dan die van het ontwerp van tarief, blijven de nieuwe rechten voor de voortbrengselen der machineconstructie zeer hoog en zijn zelfs in sommige gevallen een onoverkomelijke hinderpaal voor onze nijverheid.

De « Fédération des Constructeurs de Belgique », die over de kwestie geraadpleegd werd, vroeg dat « de nieuwe Fransche rechten verminderd zouden worden

op het peil der rechten van het vorig tarief, maar dat de verlaging evenwel beperkt zou worden tot het peil van het tegenwoordig Belgisch recht of van het volgens het ontwerp verhoogd Belgisch recht, ingeval dit recht hooger is dan het vroeger Fransch recht ».

Het zou natuurlijk onmogelijk geweest zijn een zoo algemeenen eisch te doen inwilligen.

Ook hebben onze onderhandelaars getracht zich rekenschap te geven van de bijzonderste benadeelde Belgische belangen, ten einde te hunnen voordeele nauwkenrige en beperkte eischen te kunnen indienen. De « Fédération des Constructeurs » heeft een reeks fiches bezorgd met de voornaamste technische inlichtingen die de Afvaardiging noodig had. Met behulp dezer fiches en na rechtstreeksche raadpleging der industrieelen, is het mogelijk geweest een lijst concrete eischen op te maken.

De Belgische afvaardiging stelde er zich niet mede tevreden de kwestie met de Fransche Afvaardiging te bespreken ; in overeenstemming met deze laatste, zette zij samenkomsten van industrieelen van beide landen op touw voor de navolgende artikelen : locomotieven, machines voor textielnijverheid, gasmotoren, onderdeelen voor kranen.

De voornaamste bekomen uitslagen zijn de volgende :

Stoomturbines : Consolidceering van het door het Fransch-Zwitserisch Accoord voorzien regime. Het percentage van verhooging der rechten op de turbines in verhouding tot de rechten der machines met zuigers is van 125 t. h. tot 25 t. h. verminderd.

Zware gasmotoren : Vermindering van het recht van 135 frank tot rechten verschillend tusschen 100 en 125 frank.

Motoren (semi-Diesel) voor de scheepvaart : Vermindering van 30 t. h.

Locomotieven voor fabrieken : Vermindering van 20 t. h. voor de machines met drie assen en minder, en wegende minstens 36 ton.

Machines voor de textielnijverheid : Vermindering van 10 t. h. voor de kaarden en de spingetouwen. Vermindering van 30 t. h. voor de beslagen van kaarden. Vermindering gaande tot 50 t. h. voor de harnaslussen en kaders voor harnaslussen.

Machines voor het vervaardigen van papier : Vermindering van 12 t. h. voor de machines voor het vervaardigen van papier van 100 ton en minder. Verbetering van het regime der losse stukken.

Landbouwmachines : Vermindering van het recht op de dubbelploegen, gezegd « Brabant », van 100 op 90 frank. Verhooging der vermindering op het nettogewicht voor de afroemers met handkuip van 20 t. h. tot 35 t. h.

Gescheiden stukken in ijzer, gietijzer en staal : Vermindering voor zekere categorieën gescheiden stukken wegende meer dan 1,000 kil., van 130 frank tot bedragen verschillend tusschen 75 en 120 frank.

Toestellen voor den afvoer van vloeistoffen : Vermindering van 10 t. h. ongeveer volgens afspraak onder deskundigen.

Stoomketels met inwendige ovens : Vermindering van 30 t. h.

Van zijnen kant, heeft Frankrijk op ons tarief de navolgende voordeelen verkregen :

Consolideering der huidige rechten op de *Dieselmotoren of semi-Dieselmotoren*, de *turbines*, de *pompen* en *samendrukkers*, de *tule- en borduurgetouwen* en *sommige bijzondere werken* zooals *brandkasten*, *lemmers voor scheermessen*, *lagers met kogels*.

Consolideering aan bedragen verschillend tusschen 4 en 7.5 der coëfficiënten verbonden aan de *gereedschappen* die thans over het algemeen 4 en, in sommige gevallen, 7 bedragen.

Vermindering der huidige rechten op sommige artikels van bijkomstig belang, zooals huispompen en draagbare smidsen.

Jachtwapens.

Het huidige regime der jachtwapens bij den invoer in Frankrijk, is geregeld door de rechten ingeschreven in het « *modus vivendi* » van 4 April 1925, rechten waarop eene der twee forfaitaire verhoogingen van 30 t. h. gedecreteerd door de Fransche Regeering in 1926, toegepast werd. Omgezet in goudfranken, zijn deze rechten over het algemeen lager dan de rechten van vóór den oorlog.

Zoo is bij voorbeeld voor het *geweer met uitwendige hanen met driedubbelen grendel* het huidige recht fr. 35.10, terwijl de valorisatie van het vóóroorlogsche recht 40 frank zou uitgemaakt hebben. Zoo ook is het huidige recht voor het *geweer met inwendige hanen zonder uitwerper* (Hammerlessgeweer) fr. 36.40, terwijl de valorisatie van het recht van vóór den oorlog 55 frank zou uitgemaakt hebben.

Bij het sluiten van het accoord van 1925, was het tusschen beide Regeeringen verstaan dat, indien het overeengekomen tarief « bij het gebruik prohibitief blijken zou op het een of ander bepaald punt, de kwestie opnieuw met welwillendheid zou kunnen onderzocht worden, op het voorstel van een van beide Verdragsluitende Partijen. »

De nieuwe rechten hadden voor uitwerking onzen verkoop op de Fransche markt aanzienlijk te doen achteruitgaan.

Zeker kon men, in 1927, eene lichte heropleving vaststellen, maar over het algemeen, ging het cijfer betreffende dit laatste jaar het peil van 1913 niet te boven. Deze toestand bood geen bevrediging aan onze wapenmakers die verschillende hunner voornaamste markten sedert den oorlog hadden zien sluiten en die eene zekere vergoeding voor dezen toestand gevonden hadden in de uitbreiding van het Fransche afzetgebied.

Een groote poging werd gedaan om den huidige toestand te verbeteren.

Onze wapenmakers vroegen de afschaffing van de verhooging van 30 t. h. ingevoerd in 1926 en den terugkeer tot de rechten van 1925. Dit resultaat kon niet bereikt worden, maar wij hebben voor de bijzonderste typen van wapens het voordeel van rechten verkregen, die zeer kort bij de bedragen van 1925 komen. Zoo werd het recht op de *geweren met uitwendige hanen met driedubbelen grendel* van fr. 35.10 op 30 frank teruggebracht, terwijl het recht van 1925 27 frank bedroeg; zoo ook werd het recht op de *Hammerless-geweren* van fr. 36.40 op 31 frank gebracht, wat niet verwijderd is van het recht van 1925, hetwelk 28 frank bedroeg, maar in 1926 had de frank een grootere waarde.

Ten slotte, voor de *repeteergeweren*, staat het nieuwe recht van 40 frank, dat het oude recht van fr. 48.10 vervangt, zeer kort bij het recht van 1925 (37 frank).

De belangrijkheid der bekomen toegevingen zal naar waarde geschat worden, wanneer men zich herinnert dat het recht van het ontwerp van tarieven ten voordeele van de wapens zeer merkelijke verhoogingen voorzag. Het is ontegensprekelijk, dat het nieuwe regime den toestand van onze wapenmakers op de Fransche markt op stellige wijze verbetert.

Automobielen en luchtbanden.

De twee partijen hebben zich wederzijds de consolideering toegestaan van hun tegenwoordig regime voor de automobielen en luchtbanden, met dit voorbehoud dat zij zich bereid verklaren de beraamde verhooging dezer tarieven in overweging te nemen op verzoek van een hunner, indien zij van meening is dat de bescherming moet gewijzigd worden gezien de nieuwe voorwaarden der vreemde mededinging.

Het Fransche recht bedraagt 45 t. h. *ad valorem*.

België had zijne specifieke rechten in 1926 verhoogd.

Voor de luchtbanden, zijn onze rechten hooger dan de Fransche rechten.

* *

In de volgende tabel, heeft uwe Commissie de eer de aandacht der Kamer te vestigen, onder de door Frankrijk verleende toegevingen, op de lijst der bekomen rechten, die lager staan dan of gelijk met de gerevaloriseerde rechten van 1914, bijgevolg vermenigvuldigd met 5, volgens de huidige waarde van den Franschen frank.

TOEGEVINGEN VANWEGE FRANKRIJK

Lijst der bekomen rechten die lager staan dan of gelijk met de gerevaloriseerde rechten van 1914.

Nummers van het tarief.	Aanduiding der goederen.	Bekomen rechten.	Rechten van 1914 × 5
23	Lint van gekamde wol niet geveerd	0 65	1 25
	Lint van gekamde wol geveerd	0 75	1 37
Ex 177	Bewerkte steen, met inbegrip van de bewerkte bouwsteen : Behouwd of gezaagd, met effen vlakken en met eene dikte van : 46 centimeter of meer (met inbegrip van den ecaussinesteen)	vrij.	vrij.
	4 tot 46 centimeter (met inbegrip van den ecaussinesteen)	1 36	2 55
181	Volle baksteen van allerlei vorm of afmeting gewone	100 kilogr. 0 40	0 75
181 ^{bis}	Volle baksteen van allerlei vorm en afmetingen, fijne, geperste of nageperste, holle baksteen	100 kilogr. 1 »	2 »
Ex 181 ^{quater}	Mechanische pannen of pannen met ineenvoeging en toebehooren voor dakbedekking	100 kilogr. 1 70	4 »
183	Plaveisteen in natuurlijke steen	id. 0 70	1 »
183 ^{bis}	Geklopte steenen voor bestrating	id. 0 034	0 10
Ex 184 ^{bis}	Hydraulische kalk in kluiten of in poeder, welke ook het pak- of voermiddel weze	100 kilogr. 0 80	4 »

Ex 186	Tegels in agglomeraat van cement of van kalk (1):			
	B. Veelkleurige	100 kilogr.	40 »	40 »
Ex 200	Goud in bladen geslagen	8 t. h.		8 t. h.
Ex 064 ^{bis}	Gekleurd phosphorzuur	100 kilogr.	51 »	1 50
0131	Ijzervitriool (ferrosulfaat)	id.	4 »	4 »
0150	Loodcarbonaat (loodwit)	id.	35 »	45 »
0171	Andere radiumhoudende producten	waarde	5 t. h.	5 t. h.
323	Beenderlijm	waarde	5 t. h.	5 t. h.
348	Spiegelglas :			
	1 ^o Ruw spiegelglas, hebbende ten hoogste 13 millimeter dikte :			
	A. Ongewapend	vierkante meter	9 »	10 »
	B. Gewapend	id.	11 »	12 50
	2 ^o Gepolijst :			
	A. Vierkantig of rechthoekig, enz :			
	Een halve vierkante meter tot een vierkante meter	vierkante meter	14 »	15 »
	Meer dan een vierkante meter tot twee vierkante meters	vierkante meter	16 »	17 50
372	A. Garens van louter gekamde wol, enkele, ongebleekte, metende per kilogram :			
	Niet meer dan 40,500 meter	kilogr.	1 42	1 40
	Meer dan 40,500, niet meer dan 50,500 meter	id.	1 44	1 80
	Meer dan 50,500, niet meer dan 60,500 meter	id.	1 76	2 20
	Meer dan 60,500, niet meer dan 70,500 meter	id.	2 08	2 60
	Meer dan 70,500, niet meer dan 80,500 meter	id.	2 40	3 »
	Meer dan 80,500, niet meer dan 90,500 meter	id.	2 72	3 40
	Meer dan 90,500, niet meer dan 100,500 meter	id.	3 04	3 80
	Meer dan 100,500 meter	id.	3 20	4 »
	Garens van louter gekamde wol, enkele, geverfde of bedrukte, metende per kilogram :			
	Niet meer dan 40,500 meter	kilogr.	2 60	2 65
	Meer dan 40,500, niet meer dan 50,500 meter	id.	2 94	3 05
	Meer dan 50,500, niet meer dan 60,500 meter	id.	3 25	3 45
	Meer dan 60,500, niet meer dan 70,500 meter	id.	3 58	3 85
	Meer dan 70,500, niet meer dan 80,500 meter	id.	3 90	4 25
	Meer dan 80,500, niet meer dan 90,500 meter	id.	4 22	4 65
	Meer dan 90,500, niet meer dan 100,500 meter	id.	4 54	5 05
	Meer dan 100,500 meter	id.	4 70	5 28
373	Louter wollen garens, getwijnde, voor de weverij, ongebleekte gekamde, metende per kilogram in enkelen draad :			
	Meer dan 70,500, niet meer dan 80,500 meter	kilogr.	3 60	3 60
	Meer dan 80,500, niet meer dan 90,500 meter	id.	4 08	4 10
	Meer dan 90,500, niet meer dan 100,500 meter	id.	4 56	4 60
	Meer dan 100,500 meter	id.	4 80	4 80
Ex 386	Damastlinnen voor beddegoed en stoffeering :			
	Ongebleekt	per kilogr.	5 »	5 60
	Roomkleurig gemaakt, gebleekt, geverfd, bedrukt of vetyattende blanke, geverfde of gevlamde garens	per kilogr.	7 50	7 84
Ex 388	Linnen tijk :			
	Ongebleekt	kilogr.	5 »	6 »
Ex 461 ^{quat}	A Photopapier :			
	Gevoelig gemaakt :			
	Met zilver- of platinazouten, in bladen, rollen, schijven, enz. :			
	Papier of kaarten, wegende meer dan 250 gram per vierkanten meter	kilogr.	8 »	8 »
	Andere	kilogr.	10 »	10 »

Ex 493	Konijnvellen, gekleurd en geglansd.	id.	1 70	per kilogr.	8 50
Ex 526 ^{bis}	Stoomketels met inwendigen oyen	id.	50	»	62 50
529	Platen en linten voor kaarden in ijzer of staal draad, op weefsel vastgemaakt, met of zonder caoutchouc, al dan niet opgevuld. 400 kil.	600	»	825	»
529 ^{bis}	Platen en linten voor kaarden in leder niet op weefsel vastgemaakt, bezet met ijzeren of stalen punten, hebbenden aan de basis minder dan 1 millimeter doorsnede	100 kilogr.	600	»	825
Ex 581	Jachtgeweren (met inbegrip van de ganzenroeren) (met achterladers):				
	Met centrale percussie :				
	Met uitwendigen haan :				
	1. Ronde top met ronden loop	kilogr.	20	»	40
	2. Ronde topbasculen, verlengde bonden of Greener met platten loop	kilogr.	29	»	40
	3. Met driedubbelen grendel, platten loop en ingelegd slotplaat (voorste slotplaat).	kilogr.	30	»	40
	Met inwendigen haan :				
	1. Zonder uitwerper, met of zonder slotplaat.	id.	31	»	55
	2. Met uitwerper :				
	Zonder slotplaat	id.	54	»	55
	Met mechanisme op slotplaat	id.	90	»	55
	Repeteergeweren, zelfladende of half-zelfladende.	id.	40	»	30
	Karabijnen met een of meer loop :				
	Met gladden loop :				
	Kaliber 6 tot en met 9 millimeter	id.	13	»	30
	Kaliber met 9 en minder dan 14 millimeter	id.	19 50	»	30
	Met getrokken loop wegende :				
	minder dan 1 kilogr. 500.	id.	13	»	13
	Meer dan 1 kilogram 500 gram en minder dan 2 kilogram 500 gram.	kilogr.	19 50	»	30
	Boven 2 kilogram 500 gram	id.	22 75	»	30
	Repeteerkarabijnen, zelfladende of half zelfladende	id.	26	»	30
	Flobertpistolen	Regiem der karabijnen.			
Ex 614 ^{bis}	1 ^o Motocycles en motocycletten	100 kilogr.	800	»	1,100
	2 ^o Toebehooren en losse stukken :				
	Andere stukken of voorwerpen, met inbegrip der kleppen voor binnenbanden, enz. :				
	In gemeen metaal :				
	Onbewerkt of enkel afgebramd :				
	Verbindingsstukken.	400 kilogr.	300	»	1,100
	Andere.	id.	400	»	1,100
617	Binnenschepen van alle afmeting :				
	in hout.	tonnenmaat	17	»	50
	in ijzer of in staal	id.	68	»	250
	Paarden (in contingent) :				
	a) hengsten, ruinen en merries van 3 jaar en meer		255	»	750
	b) minder dan 3 jaar.		170	»	500
	c) veulens.		85	»	500
603	Drukrollen		380	»	450
158	Chicorei : Witloof		7 80	»	30

BIJLAGE II

NOTA VAN DE REGEERING

betreffende sommige kritieken tegen het verdrag aangevoerd
door enkele organismen der textielnijverheid.

Tijdens de besprekingen die uitliepen op het Accoord met Frankrijk, heeft de Regeering en de afvaardiging die gelast was te onderhandelen bijzonder de eischen in aanmerking genomen, uitgaande van de textielnijverheid, die thans het zwaarst lijdt onder het onevenwicht in het ruilverkeer tusschen België en Frankrijk. Groote inspanningen werden gedaan om den toestand van dezen belangrijken tak onzer nijverheid te verbeteren. Het is wellicht de textielnijverheid die in de ruimste mate voldoening bekomt. Dienvolgens kan het verwondering baren dat drie groepeerings, het Verbond der Werkgevers van het Kortrijksche, de Handelskamer te Ronse en het Verbond der Werkgevers van de Weefnijverheid van Ronse, en omliggende streken, een protestschrijven gericht hebben tot de leden van de Kamer der Volksvergeenwoordigers en van den Senaat, om hun te vragen het Verdrag te verwerpen. De Regeering is van gevoelen dat dit protest eene terechtwijzing en cenige uitleggingen noodzakelijk maakt.

De vereenigingen die het protestschrijven onderteekenen herinneren aan de redevoering, door den heer Hymans uitgesproken in den Senaat, op 21 Februari 1928, waarin hij, onder meer verklaarde dat de delegatie, belast met het voeren der onderhandelingen, voortdurend in voeling bleef met onze producenten en zij beweren dat zij niet uitgenoodigd werden om deel te nemen aan om het even welke bespreking.

De werkzaamheid der fabrieken te Ronse en Kortrijk geldt tegelijk het katoen en de wol. Wij zullen het geval bespreken voor elke van beide stoffen.

Voor de wol, trad de afvaardiging in verbinding, vanaf den aanvang der onderhandelingen, met het « Comité central belge de la laine », eene organisatie die, over het geheele land, de Belgische nijveraars der wolindustrie groepeerde, de wevers van Ronse en Kortrijk inbegrepen. Herhaalde malen, had een onderhoud plaats met de bevoegde vertegenwoordigers van dit organisme; de afgevaardigde had, tijdens deze besprekingen, de gelegenheid zijne wenschen tot uiting te brengen. Een afgevaardigde van Ronse woonde eveneens de besprekingen bij, die gevoerd werden tusschen de wolproducenten van beide landen en tot een privaat accoord leidden op 13 Januari 1928.

Wat de weefsels betreft, stelde het protocol, door de twee afvaardigingen goedgekeurd, vast, dat de Fransche producenten niet konden toestemmen in eene vermindering van rechten, doch geen principieel bezwaar hadden tegen eene verhooging der Belgische coëfficiënten. Reeds vóór de onderteekening van dit protocol, vroeg de Handelskamer te Ronse, in een verslag aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken over den gang der onderhandelingen, dat, aangezien het onmogelijk bleek te zijn eene verbetering te bekomen van de rechten bij het invoeren in Frankrijk, België zijne coëfficiënten zou verhoogen, teneinde de

landsnijverheid te beschermen en aan de fabrikanten de binnenlandsche markt voor te behouden, overrompeld door de Fransche mededinging, die, sedert 1914, maar steeds blijft groeien in buitensporige mate. In dien brief, zooals men ziet, voerde de Handelskamer van Ronse geen principieel bezwaar aan tegen een overeenkomst met Frankrijk; zij vroeg alleen dat België zijne vrijheid, in zake van tarieven, alsmede de mogelijkheid om zich te beschermen, zou behouden. Men hoeft alleen maar den tekst van het aan de Kamer voorgelegd Handelsverdrag na te gaan, om vast te stellen dat België deze vrijheid heeft.

Wat het *katoen* betreft, trad de met het voeren der onderhandelingen belaste afvaardiging, herhaaldelijk in verbinding met de voornaamste organismen van het land, namelijk met de « Association cotonnière de Belgique ». Deze vroeg in de eerste plaats dat België vrij zou blijven de rechten op de weefsels te regelen. Deze vrijheid wordt verzekerd door het Verdrag.

Wat de eischen betreft, die men ten aanzien van het Fransche tarief kan doen gelden, zij werden vastgelegd in overeenstemming met de bedrijven die door de bevoegde groepeerings waren aangesteld als zijn, die welke bijzonder belang stellen in het Fransche afzetgebied.

De Handelskamer van Ronse en het Verbond der Werkgevers van het Kortrijksche, werden geraadpleegd gedurende de onderhandelingen en lieten nooit bepaalde wenschen kennen in zake van katoennijverheid.

De Regeering heeft het noodig geacht deze bijzonderheden te vermelden om de bezorgdheid aan te toonen van de onderhandelaars om in verbinding te blijven met de betrokken producenten.

* * *

In het verzoekschrift, door de betrokken inrichtingen toegezonden, kwamen enkele missingen voor welke, hoewel enkel van stoffelijken aard, toch den grond van de zaak raken en kunnen aanleiding geven ons van het verdrag en van ons ruilverkeer met Frankrijk een onjuist denkbeeld te geven.

Men leest, inderdaad, dat de Fransche invoer van *katoenen weefsels*, van 9,708,644 goud frank, in 1913, tot 270,945,000 Belgische frank, in 1927, is overgegaan. Dit laatste cijfer vertegenwoordigt geenszins den Franschen invoer, doch wel den *algeheelen* invoer van de landen over 't algemeen in België. Het bedrag van den Franschen invoer is veel geringer: het komt, inderdaad, slechts op 98,504,000 frank, hetgeen, rekening houdende met de verhooging van den prijs der katoenen voorwerpen, (meer dan 11 maal den prijs van vóór den oorlog), in ronde cijfers, slechts 9,000,000 goudfrank vertegenwoordigt, *of nagenoeg het vóóroorlogsch bedrag*.

Overigens, men kan een dergelijke vaststelling doen voor wat betreft den invoer van *wollen weefsels*. In 1913, hebben wij voor 7,525,000 frank dergelijke weefsels ingevoerd. In 1927, bedroeg deze invoer 105,786,000 frank, hetgeen, — rekening houdende met den aanpassing-coëfficiënt betreffende de wollen artikelen —, overeenstemt met een vóóroorlogschen invoer van ongeveer 9,000,000 frank. Hier is de verhooging meer merkbaar, doch behoort niettemin tot de orde der 20 t. h. Die uitkomsten welke onze industrie tot cere strekken, bewijzen dat, onder een gematigd tolregime, zij er toe gekomen is, te weerstaan aan de Fransche concurrentie die, door den bijslag der weef-centra uit Elzas, sinds den oorlog nog heeft toegenomen.

Een tweede missing is geslopen in het bezwaarschrift uitgaande van de

Handelskamers van Ronse en van Kortrijk. De toegevingen welke wij bekomen hebben omtrent de katoenen weefsels, betreffen niet alleen de ongebleekte weefsels, doch insgelijks de gebleekte en de soorten van geverfde en bedrukte weefsels die, inzonderheid, onze nijverheid aanbelangen. Overigens, het is op uitdrukkelijke aanvraag van sommige groepeerings uit het land, dat een eisch werd ingediend voor de ongebleekte katoenen weefsels.

Het aan de Parlementsleden overgemaakte verzoekschrift maakt de vergelijking tusschen het Belgisch en het Fransch tarief voor sommige soorten van zuiver wollen stoffen en van gemengd wollen stoffen. Merken wij, vooreerst, aan dat, ten aanzien van het Fransche tarief, deze vergelijking niet doelt op het huidig tarief dat, na het sluiten van het Accoord, in voege blijft, maar op het ontwerp van tarief, dat de Fransche Regeering aan de Kamer van Afgevaardigden had gegeven, doch dat zonder gevolg is gebleven.

Anderzijds, betreft de opgemaakte tabel slechts enkele soorten van weefsels. Zij meenen een beeld te geven, dat met de werkelijkheid meer overeenstemt, door de vergelijking te maken van de rechten, niet meer over sommige bepaalde artikelen, maar over het geheel van de wollen weefsels. Ziehier hoe, dienaangaande, beide tarieven voorkomen :

Stoffen voor kleeding in zuiver gekamde wol.

	Fransch tarief. (Fransche franks)	Huidig Belgisch tarief.	Ontworpen Belgisch tarief.
		(Belgische franks)	
Tot 250 gram per kilogram	9 52	13 80	19 50
251 tot 400 gram	14 96	} 13 80 10 80 10 80	19 50
401 tot 550 gram	12 24		14 40
551 tot 700 gram	9 52		10 40
Meer dan 700 gram	7 48	9 48	11 50
		7 65	9 35

Weefsels voor kleeding in zuiver gekamde wol.

Tot 400 gram per kilogram	15 64	5 40	6 60
401 tot 550 gram	12 24	5 40	6 60
551 tot 700 gram	9 52	4 50	5 50
Meer dan 700 gram	7 48	4 50	5 50

Weefsels voor kleeding in wol gemengd met andere weefstoffen dan zijde.

Tot 200 gram per kilogram	7 65	8 »	10 »
201 tot 300 gram	6 37	5 60	7 »
301 tot 400 gram	5 10	} 5 60 4 80	7 »
401 tot 550 gram	3 82		6 »
551 tot 700 gram	3 06	4 »	4 50
Meer dan 700 gram	2 30	4 »	4 50

Men mag dus zeggen dat, zoo voor sommige artikelen, zooals de weefsels in gekaarde wol, het Fransche regime veel hooger is dan het onze, het verschil, over 't algemeen, tusschen beide tarieven, in de orde van de grootte, op verre na datgene is, als blijkt uit de enkele voorbeelden overgenomen uit het verzoek-

schrift der Handelskamers van Ronse en van Kortrijk. Zelfs voor sommige artikelen, zooals de lichte weefsels in gekamde wol, is het recht voorzien in het Belgisch aanpassingsontwerp, op gevoelige wijze hooger dan het overeenstemmend Fransche recht.

*
* *

Het is onloochenbaar dat de balans van het ruilverkeer van gewezen producten tusschen Frankrijk en de Belgo-Luxemburgsche Economische Unie sluit met een aanzienlijk tekort ten nadeele van ons Land. Men ziet echter niet in, hoe men zou kunnen beweren dat het Accoord van 23 Februari dit onevenwicht bekrachtigt. Integendeel, strekt het er toe hetzelfde te verbeteren door een dubbele actie in omgekeerden zin : eenerzijds, door de verhooging van het Belgisch tarief; anderzijds, door de verlaging van het Fransch tarief. Indien het accoord niet geheel den toestand herstelt, waarover onze nijveraars klagen, deze wordt echter verbeterd in soms aanzienlijke verhoudingen en omvat alzoo eene zeer ernstige verbetering van het ruilverkeer. Door het verwerpen van het Verdrag, zou onze weefnijverheid beroofd worden van de vruchten der pogingen die gedaan werden om daaraan een zeker vertier te bezorgen op de Fransche markt, en tevens, op de landsmarkt, een genoegzame bescherming. Zij zou een voorzeker minder gunstigen toestand verwekken, dan de aan het Parlement gevraagde goedkeuring doet voorzien.
